

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 25 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°451 ■

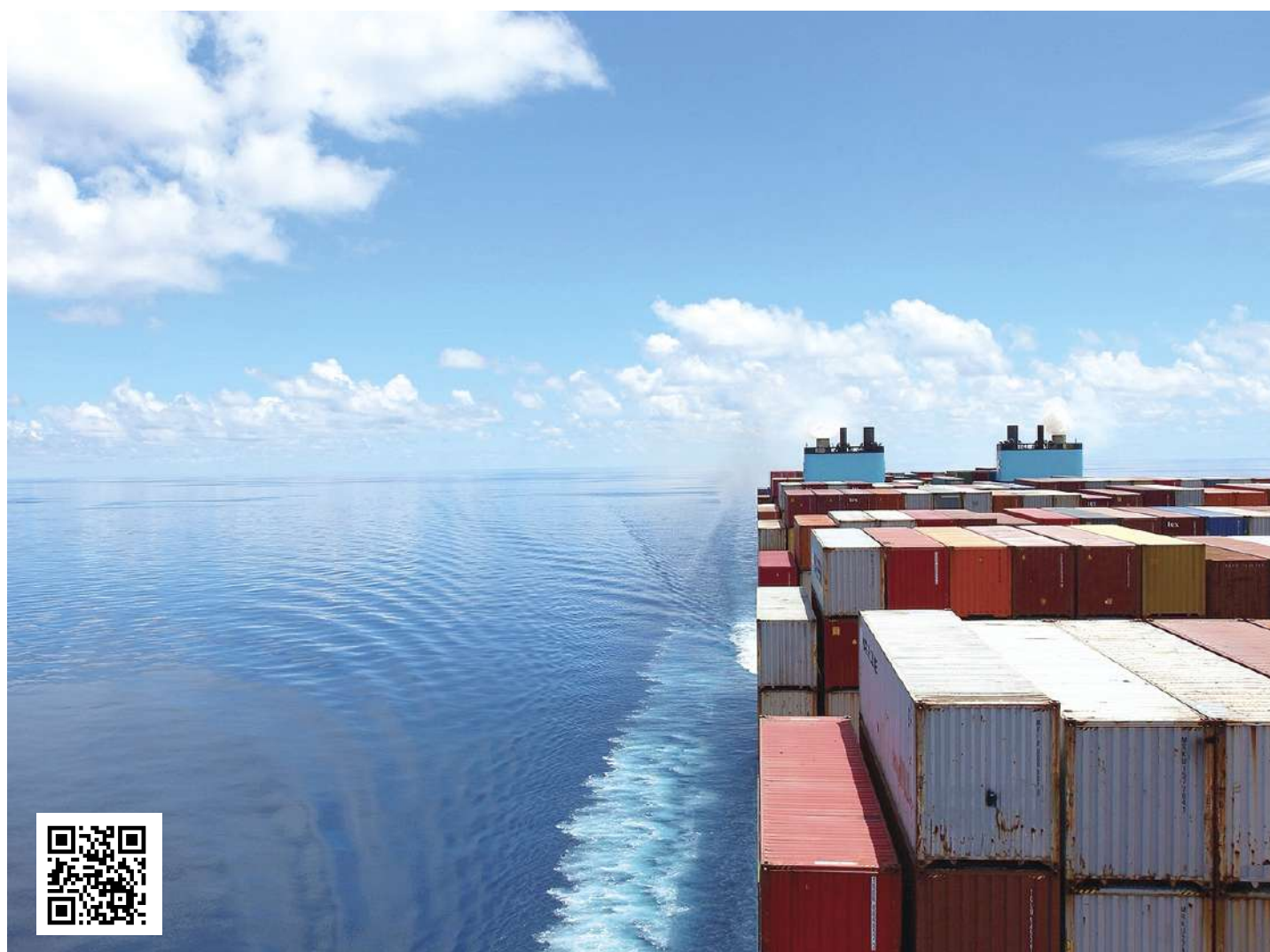
Contribution
**Une stratégie
audacieuse face
à l'exode des
cerveaux**

Par Sofiane Baba P 7

TRANSPORT MARITIME

L'Algérie lance une nouvelle compagnie

L'Algérie veut développer son transport maritime. Des mesures importantes ont été prises durant les quatre dernières années par le gouvernement pour booster l'investissement dans le fret maritime. Alors que le groupe public de transport maritime (GATMA) est en pleine restructuration, l'investissement dans le transport maritime est désormais ouvert aux opérateurs publics et privés. Une nouvelle compagnie maritime vient de voir le jour. P 3



BAGAGES

Air Algérie lance un nouveau service

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement «d'un service de qualité», permettant à ses clients l'achat de bagages supplémentaires, passant du système de poids à un système par pièces, dans le cadre de la nouvelle politique de marketing adoptée par la compagnie aérienne.

P 2

PRÉSIDENTIELLE

La jeunesse, le développement et la consolidation du front interne au cœur de la campagne

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, qui a bouclé sa première semaine, a vu les candidats et leurs représentants axer leurs discours sur les thèmes liés à la jeunesse, le développement et la préservation du caractère social de l'Etat, ainsi que la consolidation du front interne.

P 5

IMPORTATION D'UN 2^e LOT
CONSIDÉRABLE DE VACCINS
DNC DES BOVINS

Généralisation de la vaccination à partir de septembre prochain

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, jeudi dernier depuis Tipasa, l'importation d'un 2^e lot « considérable » de vaccins contre la Dermatose nodulaire contagieuse (DNC) des bovins en vue de la généralisation de la vaccination à l'ensemble des wilayas à partir de septembre prochain..

P 16

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Youcef
Aouchiche



Abdelmadjid
Tebboune



Abdelaali
Hassani Cherif



BAGAGES

Air Algérie lance un nouveau service

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement «d'un service de qualité», permettant à ses clients l'achat de bagages supplémentaires, passant du système de poids à un système par pièces, dans le cadre de la nouvelle politique de marketing adoptée par la compagnie aérienne. La compagnie nationale aérienne a précisé que «les passagers à bord des avions Air Algérie sont autorisés à transporter des bagages selon la tarification indiquée sur le billet réservé, à condition que le poids du bagage ne doit pas dépasser 23 kg et le bagage à main est limité à 5-10 kg en fonction du type d'avion, tout en se conformant aux normes établies pour cette opération», précise le communiqué. Afin d'assurer «le meilleur confort» pour ses clients, «Air Algérie offre à ses clients, la possibilité d'acheter des bagages supplémentaires selon le poids autorisé dans l'avion et ce à des prix préférentiels et compétitifs». «Le voyageur ayant acheté des bagages supplémentaires mais sans les utiliser lors du vol, peut reporter l'utilisation de ce service, pour une durée allant jusqu'à 12 mois, sans possibilité de remboursement des montants versés», explique-t-on dans le communiqué. L'achat de bagages supplémentaires peut être effectué auprès des agences d'Air Algérie ou bien sur le site officiel, l'application mobile, le centre d'appel ou auprès des agences privées agréées. La tarification des bagages supplémentaires réservés 24 heures avant le vol diffère de celle à la réservation après cette période. La nouvelle prestation comprend également les bagages particuliers, comme les instruments de musique et les articles de sport, et ce selon les mêmes conditions de poids et de dimensions, précise Air Algérie dans son communiqué. Pour les animaux de compagnie, leur poids ne doit pas dépasser 6 kg lors de leur transport en cabine et 23 kg lors de leur transport en soute. Les clients d'Air Algérie peuvent également bénéficier du service du poids supplémentaire de 23 kg à 32 kg sur les pièces autorisées et les pièces supplémentaires, a conclu la même source.

R E.

UNE CARGAISON DE TUBES DE POLYÉTHYLÈNE ET DE ROND À BÉTON EXPÉDIÉE

L'Algérie diversifie ses exportations vers la Mauritanie

L'Algérie diversifie ses exportations hors hydrocarbures vers la Mauritanie. Une cargaison de tube de polyéthylène et de rond à béton a été exportée, jeudi dernier à partir de Sidi Bel Abbes, vers Nouakchott.

Par Slimane T.

La cellule d'information et de communication de cette collectivité locale de l'Ouest a indiqué que l'opération, qui a été supervisée par le wali Samir Chibani, concerne l'une des filiales du groupe privé "Chiali", implantée au niveau de la zone industrielle du chef-lieu de wilaya, a été effectuée en présence du chef de l'Inspection divisionnaire des Douanes algériennes, de la directrice locale du Commerce et de la Promotion des exportations, ainsi que Directeur général du groupe "Chiali". Le premier responsable de l'exécutif local a reçu, sur place, des explications sur le processus de fabrication, du fret, ainsi que sur les perspectives d'exportation, par cet opérateur économique

privé, de toutes les gammes de tubes utilisés dans les projets de réseaux et de conduites, vers les marchés africains et internationaux, a-t-on indiqué de même source. L'exportation de cette cargaison destinée à la concrétisation de projets de développement lancés par la Mauritanie, intervient dans le cadre de la promotion des opportunités d'investissement disponibles dans cette collectivité locale de l'Ouest, ainsi qu'à impulser une nouvelle dynamique économique que l'Etat algérien, à sa tête le Président, Abdelmadjid Tebboune, œuvre à concrétiser, a fait savoir la même source. Il est à rappeler que la valeur des exportations hors hydrocarbures vers la Mauritanie s'est établie à 62 millions usd en 2023, soit une hausse de 51% par rapport à l'année

2022, contre 349 millions usd pour les importations durant cette même période, estimées à près de 183 millions usd en 2022, soit une hausse de plus de 91%. Le wali a salué les efforts déployés par le groupe "Chiali", encourageant ce genre d'initiatives et réaffirmant la disponibilité de la wilaya à accompagner les opérateurs industriels et les investisseurs à concrétiser leurs projets dans la wilaya, notamment à la faveur de l'entrée en exploitation du projet d'extension, sur une superficie de 54 hectares, de la zone industrielle de la wilaya, dont l'objectif escompté est d'attirer le maximum d'opérateurs économiques, de créer des opportunités d'investissement et, par conséquent, de nouveaux postes d'emploi, et de faire de la wilaya de Sidi Bel Abbes un pôle industriel par excellence.

SONELGAZ-BHI

Vers le renforcement du partenariat

Le Groupe Sonelgaz et la société sud-coréenne «BHI» ont eu des discussions portant sur les moyens de renforcer et d'élargir le partenariat entre les deux parties, a indiqué le Groupe dans un communiqué. Le Président directeur général (PDG) de Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu, mercredi, au siège de la direction générale

du Groupe, le directeur général de la joint-venture algéro-coréenne «BHI-Algérie», Beejay Duk, spécialisée dans la fabrication de chaudières de récupération, d'échangeurs thermiques et d'accessoires pour centrales électriques. La rencontre a porté sur l'avenir du partenariat entre le Groupe algérien, représenté par sa filiale,

la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), et la société coréenne (BHI), représentée par «BHI Algérie», précise la même source. A cet égard, M. Adjal a affirmé que Sonelgaz «ne renoncera pas à ses engagements, et demeurera attachée à ce partenariat qui profitera aux deux parties dans le cadre du

principe gagnant-gagnant notamment à travers l'élargissement des domaines du partenariat». De son côté, M. Duk a souligné qu'il «compte sur le soutien du Groupe Sonelgaz afin de renforcer les moyens de coopération entre les deux parties et de promouvoir la joint-venture», conclut le communiqué.

60 STARTUPS ALGÉRIENNES EN CHINE ET EN CORÉE DU SUD

Interagir avec des leaders de l'innovation

Deux délégations de startups algériennes composées de 30 startups chacune ont pris jeudi leur envol vers la Chine et la Corée du Sud, dans le cadre du programme ASEP (Algerian startup learning expedition program) visant à connecter les startupper nationaux à leurs homologues dans des pays leaders en matière d'innovation. Selon un communiqué de l'accélérateur public de startups, Algeria Venture, initiateur du programme ASEP, "les participants feront 18 haltes, au cours de leur séjour de 15 jours, pour découvrir des hubs technologiques de premier plan, interagir avec des leaders de l'innovation, partager des expériences avec leurs ho-

mologues internationaux, et explorer des collaborations stratégiques avec des entreprises locales et mondiales". Le programme ASEP, mené sous l'égide de la présidence de la République, la supervision du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, et l'exécution d'Algeria Venture, cible globalement 450 startups algériennes qui bénéficieront d'un séjour en Chine, aux Etats-Unis et en Corée du Sud, soit 150 par destination. A travers ces expéditions, ASEP offre aux startups bénéficiaires "une plateforme unique pour accéder aux marchés internationaux, développer des partenariats stratégiques, et stimuler leur croissance à

l'échelle mondiale", souligne Algeria Venture, ajoutant que ce programme "ne se contente pas de préparer les startups pour l'international, mais il les équipe également pour devenir des acteurs de premier plan dans l'économie de demain". L'objectif final de ce programme est de "propulser les startups algériennes sur la scène internationale et les immerger dans des environnements d'innovation de classe mondiale, leur permettant ainsi de bénéficier de l'expertise, des ressources et des opportunités offertes par les géants de la technologie mondiale". «Ces visites offriront aux startups une perspective globale, leur permettant de s'inspirer des meilleures pratiques inter-

nationales, en s'exposant aux écosystèmes d'innovation les plus avancés», a indiqué le directeur général d'Algeria Venture, Sidali Zerrouki, cité dans le communiqué. Selon lui, chaque étape du programme permettra d'«enrichir la compréhension des dynamiques globales chez les entrepreneurs, à nouer des partenariats stratégiques et à intégrer des idées novatrices dans leur développement». Les startups souhaitant participer aux prochaines expéditions prévues dans les mois à venir doivent s'inscrire via le site officiel du programme: www.asep.dz, rappelle Algeria Venture dans son communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT MARITIME

L’Algérie lance une nouvelle compagnie

L’Algérie veut développer son transport maritime. Des mesures importantes ont été prises durant les quatre dernières années par le gouvernement pour booster l’investissement dans le fret maritime. Alors que le groupe public de transport maritime (GATMA) est en pleine restructuration, l’investissement dans le transport maritime est désormais ouvert aux opérateurs publics et privés. Une nouvelle compagnie maritime vient de voir le jour.

Par Sirine R

Il s’agit de « Madar Maritime Company» (MMC), spécialisée dans le transport maritime et logistique. Elle a été lancée par le groupe public Madar Holding SPA. En effet, à travers cette nouvelle compagnie, les pouvoirs publics affichent leurs ambitions pour le développement d’une activité accusant un énorme retard, après notamment la destruction du pavillon national durant les années 90 et 2000. Des milliards de dollars sont consacrés annuellement pour le transport de nos importations de l’étranger, notamment les céréales. Selon des experts, le marché algérien du transport de marchandises est estimé à 12 milliards de dollars. Il est dominé en grande partie par les armateurs étrangers. A titre d’exemple, la Compagnie maritime d’affrètement-Compagnie générale maritime (CMA-CGM) détient, à elle seule, 35% des parts. Donc l’investissement dans ce domaine devient plus que nécessaire pour réduire les coûts du transport de marchandises, avoisinant les 6 milliards de dollars et également renforcer la sécurité ali-

mentaire du pays. C’est ce cadre que s’inscrit le projet du groupe Madar qui vise d’abord à élargir son portefeuille d’activité et surtout la conquête de parts sur le marché algérien, détenues jusqu’à présent par les armateurs étrangers. « En investissant dans ce secteur vital et avec l’acquisition de son premier navire, Madar Holding s’engage à jouer un rôle clé dans la dynamique et la croissance économique de notre pays, en assurant de services de transports maritimes de qualité pour soutenir les échanges commerciaux», a mentionné le groupe public dans un communiqué. Selon la même source, Madar Maritime Compagny a, également, bénéficié « de moyens financiers conséquents, lui permettant l’achat de nouveaux navires de différents usages et de capacités pour renforcer sa flotte ». Et d’assurer que « le secteur du transport maritime et de la logistique commerciale connaîtra désormais la présence d’un nouvel opérateur public, dont les ambitions de croissance et d’investissements dans les domaines stratégiques ne cessent de croître». L’Algérie, qui cherche à développer ses exportations hors

hydrocarbures et à renforcer sa présence économique en Afrique, dispose déjà d’une compagnie publique de fret maritime, à savoir le Groupe algérien de transport maritime (GATMA). Ce dernier n’arrive pas à s’imposer sur le marché jusqu’à présent. Un nouveau d’investissement et de redéploiement est en place. La PDG du Groupe, Nadia Rabia, avait déclaré en mai dernier que plusieurs projets sont en cours de réalisation en vue de renforcer la flotte de navires et son plan de charge, ainsi que sa part de marché. Selon elle, le programme prévoit l’acquisition de trois gros navires vraquiers de capacité de 55.000 à 60.000 tonnes, et ce, pour renforcer la flotte de la nouvelle entité créée, Cnan El Djazair (entreprise regroupant Cnan Nord et Cnan Med). Actuellement, l’ensemble dispose d’une flotte de 13 navires dont sept était fonctionnels et six en maintenance au moment de la fusion. Cet armateur public a une petite part du marché algérien du fret maritime. En 2020, elle a été estimée à 4% par le président de l’Association professionnelle des agents maritimes algériens (Apama), Abdellah Serai.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Une cellule de veille et d’alerte installée

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, a mis l’accent, jeudi à Alger, sur l’importance de l’approche participative entre les différents départements ministériels et les organismes publics pour la réussite des missions de la cellule de veille et d’alerte précoce visant à réguler l’approvisionnement du marché, cette cellule ayant pour objectif d’analyser les éléments de stabilité du marché et de protéger le pouvoir d’achat des citoyens. "Dans le cadre du renforcement de l’approche participative dans l’élaboration des politiques, la création de la cellule de veille et d’alerte précoce s’inscrit dans la prospective stratégique et la veille économique à travers la mise à disposition d’un tableau de bord basé sur des mécanismes réels pour informer le gouvernement des changements climatiques et géopolitiques, ainsi que dans le contexte des transformations structurelles, des prévisions macroéconomiques et des formes de la coopération mutuelle entre les pays", a déclaré M. Zitouni dans son allocution lors de la cérémonie d’installation de cette cellule composée de représentants des ministères du Commerce, des Finances, de l’Agriculture et du Développement rural, et de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, ainsi que des membres des corps de sécurité. Il a précisé que la création de cet organisme, présidé par le secrétaire général du ministère du Commerce, traduit l’intérêt des pouvoirs publics pour la stabilité du marché et la protection du pouvoir d’achat des citoyens. Cette cellule a pour mission de déterminer et d’analyser les éléments de stabilité du marché en termes de capacités de production et de fabrication, en adéquation avec les besoins nationaux, ainsi que d’analyser les plans de diversification des sources de production et d’approvisionnement suivant une politique financière rigoureuse

pour accompagner les mesures qui seront prises. Pour M. Zitouni, la mobilisation des différents secteurs et organismes participants conduira "inéluclablement à la mise en oeuvre réussie de la stratégie nationale de sécurité alimentaire, au développement de notre économie nationale, et à la réalisation du développement durable tangible en phase avec toutes les transformations sociétales". Soulignant la nécessité de relever les défis de la sécurité alimentaire, le ministre du Commerce a affirmé que cela passe par l’élargissement des mesures prises pour multiplier la production agricole et industrielle, en œuvrant à élargir les superficies cultivées, à développer les produits industriels et à établir des partenariats fructueux avec des investisseurs étrangers afin d’aligner l’offre sur la demande. Pour sa part, le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a affirmé que ce mécanisme était un moyen pour garantir la stabilité de l’approvisionnement du marché et des prix, relevant que cette cellule s’inscrivait dans le cadre de la concrétisation de la stratégie du président de la République en matière de sécurité alimentaire. Sur la contribution de son secteur à assurer la disponibilité des produits agricoles de large consommation, le ministre a rappelé la mise en place de multiples plans relatifs aux cultures stratégiques, dont les céréales, les plantes oléagineuses et sucrières, à travers des projets à grandes superficies au Sud, en partenariat avec le Qatar et l’Italie, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à même de réduire la facture d’importation. Après avoir souligné l’importance du mécanisme de régulation de l’approvisionnement du marché pour la stabilité des prix des produits de base, le ministre de l’Agriculture a indiqué qu’il a été procédé, en coordination

avec le ministère du Commerce, à l’affectation d’entrepôts de régulation de certains produits, tels que l’oignon et l’ail, afin d’assurer "l’approvisionnement du marché pour une durée d’au moins six mois". Rassurant de l’existence de quantités importantes de légumineuses et de céréales pour couvrir les besoins nationaux, ainsi que de l’approvisionnement de toutes les usines de transformation, à l’instar des minoteries et des laiteries, le ministre a rappelé qu’il y a plusieurs projets, à l’instar de la nouvelle laiterie à Alger. Quant au ministre des Finances, il a affirmé, à son tour, que cette cellule composée de plusieurs secteurs et organismes concernés par le commerce, "est à même d’assurer l’efficacité de son action", rappelant la contribution de son secteur à l’approvisionnement du marché en produits de large consommation. Il a précisé que cette contribution vient sous forme d’affectations financières, à travers "différents dispositifs d’aide, en vue de protéger le pouvoir d’achat du citoyen et réaliser la sécurité alimentaire". Ainsi, M. Faid a évoqué les enveloppes budgétaires allouées au titre de l’année en cours, au profit des secteurs du commerce, de l’agriculture et de l’industrie (manufacturiers), dont 120 milliards de DA pour la couverture des compensations des prix de l’huile alimentaire raffiné et du sucre blanc, et plus de 397 milliards de DA à l’Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), pour couvrir la différence des prix de vente de céréales, pour une quantité globale de 98 millions de quintaux. Le ministre des Finances a souligné les efforts du gouvernement visant à augmenter la production nationale en lait cru et à réduire l’importation de la poudre de lait, en vue d’atteindre une production de 3,4 milliards de litres/an.

R E.

ENTMV

Résiliation du contrat d’affrètement du navire «Moby Dada»

L’Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a, récemment, résilié le contrat d’affrètement conclu avec l’armateur italien propriétaire du navire "Moby Dada", en raison de son incapacité à réparer les pannes répétées du navire, chamboulant ainsi le programme des traversées pour cette saison estivale, a indiqué, samedi à Alger, le président du Conseil d’administration de l’Entreprise, Mohamed Tayeb Abboud. Lors d’une conférence de presse, M. Abboud a fait savoir que cette décision avait été prise après avoir enregistré "plusieurs pannes au niveau du moteur du navire et d’autres dans le système de climatisation, ce qui nous a amenés à résilier le contrat afin de préserver la sécurité des passagers, et transférer les voyageurs programmés à bord de ce car-ferry aux navires Tassili II et El Djazaïr II". L’ENTMV avait annoncé, fin janvier dernier, l’affrètement du navire italien "Moby Dada" dans le cadre des préparatifs pour la saison estivale 2024, et pour renforcer sa flotte dans l’objectif de transporter le maximum de voyageurs, notamment les membres de la communauté nationale établie en Europe. Après avoir mis "Moby Dada" hors service, l’ENTMV a eu recours à l’exploitation des navires Tassili II et El Djazaïr II, et à la reprogrammation des réservations des voyageurs en raison de leur capacité limitée, priorisant les familles pour le voyage en cabine, et remboursant la différence des prix des billets aux passagers transférés vers la classe "Fauteuil" en leur accordant une réduction de 30% sur leur prochaine réservation. M. Abboud a appelé les voyageurs concernés par ce changement de programme à une plus grande compréhension de cette décision et à faciliter la tâche des équipages des navires de manière à garantir des traversées sans retard. Et d’affirmer que "l’ENTMV est toujours à l’écoute des préoccupations des clients", en veillant à l’application d’une politique de prix "concurrentiels et étudiés", qui doivent être, a-t-il dit, inférieurs de 40% des tarifs appliqués par les entreprises concurrentes activant dans le marché national. Dans ce cadre, le président du Conseil d’administration a dressé le bilan d’activité de l’ENTMV au cours de cette saison, faisant état de 173 traversées effectuées, depuis juin dernier, pour le transport de 146.000 voyageurs et 43.000 véhicules, et ce, entre les ports algériens (Alger, Annaba, Skikda et Oran) et l’Italie, l’Espagne et la France. Par ailleurs, il a souligné qu’un taux de 98% du programme des traversées de cette saison estivale a été concrétisé, sachant que l’Entreprise s’attèle à la préparation de la prochaine saison en vue de remédier aux lacunes enregistrées cette année. "Les hautes autorités du pays, à travers le ministère des Transports, veillent à la bonne préparation de la saison estivale 2025", qui sera meilleure pour notre clientèle notamment avec le lancement, il y a 15 jours, des préparatifs pour un service de qualité, a soutenu le responsable, précisant que la période de fin d’année sera principalement consacrée aux travaux de réparation et de maintenance de la flotte afin d’assurer des conditions optimales pour l’été 2025.

MÉTAUX PRÉCIEUX L'or grimpe en attendant des éventuelles baisse des taux d'intérêt

Les prix de l'or ont augmenté vendredi alors que les investisseurs se positionnaient pour le discours du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, qui pourrait faire la lumière sur une éventuelle baisse des taux d'intérêt américains en septembre mais étaient toujours prêts à subir une perte hebdomadaire. Le cours de l'or au comptant a augmenté de 0,6% à 2.497,19 dollars l'once, mais reste en retrait par rapport au record de 2.531,60 dollars atteint mardi. Les contrats à terme sur l'or américain ont gagné 0,6% à 2.532,80 dollars. L'or a chuté de plus de 1% lors de la séance précédente, ce qui le met sur la voie d'une baisse hebdomadaire de 0,3%, sous la pression d'un rebond du dollar et de la hausse des rendements des bons du Trésor. Jeudi, les responsables de la Fed se sont alignés pour soutenir les baisses de taux à partir du mois prochain, maintenant que l'inflation est bien en dessous de ses sommets et que le marché du travail américain se refroidit. L'or a tendance à prospérer dans un environnement de taux d'intérêt bas car il ne rapporte aucun intérêt en soi. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de près de 1,4 % à 29,39 dollars l'once et a augmenté de 1,3 % pour la semaine. Le platine a gagné 0,5% à 948,10 dollars et le palladium a progressé de 0,2% à 934,83 dollars. Les deux métaux étaient en passe de connaître une baisse hebdomadaire.

Le pétrole à plus de 79 dollars

Les cours du pétrole ont fini en nette hausse vendredi, propulsés notamment par la perspective d'un assouplissement monétaire imminent aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a progressé de 2,33%, pour clôturer à 79,02 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a gagné 2,49%, à 74,83 dollars.

CHINE

Production de 430.000 robots industriels en 2023

La Chine est restée le plus grand marché mondial de robots industriels pour la 11e année consécutive, a annoncé jeudi, un responsable du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MITI), lors de la Conférence mondiale sur la robotique 2024 à Pekin. Des données indiquent qu'en 2023, la production de robots industriels a atteint 430.000 unités, tandis que les nouvelles installations de robots du

pays ont représenté plus de la moitié du marché mondial au cours des trois dernières années, a déclaré le vice-ministre du MITI, Xin Guobin. Il a ajouté qu'en juillet 2024, la Chine comptait plus de 190.000 brevets efficaces liés aux robots, soit environ les deux tiers du total mondial soutenant que le pays approfondit la mise en œuvre de l'initiative "Robot plus Application", favorisant l'intégration des robots dans diverses industries.

Dernière composition de DZAIINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

INNOVATION TECHNOLOGIQUE, ENTREPRENEURIAT

Vers le renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Japon

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a examiné avec le ministre d'Etat japonais aux Affaires étrangères, Tsuji Kiyoto, en marge de sa visite au Japon pour prendre part à la réunion ministérielle de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. A cette occasion, les

deux parties "ont échangé les vues sur le renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Japon dans des domaines d'intérêt commun, notamment l'innovation technologique et l'entrepreneuriat", précise le communiqué. Les deux ministres ont souligné "l'importance de renforcer les relations bilatérales en faveur du développement du continent africain", conclut la même source. En favorisant l'entrepreneuriat, les deux pays peuvent créer des opportunités pour les jeunes et stimuler la croissance écono-

mique. Le communiqué souligne que ces efforts sont essentiels pour le progrès de l'Afrique. En conclusion, le renforcement des relations entre l'Algérie et le Japon pourrait avoir un impact significatif sur le développement régional. Les deux ministres ont exprimé leur volonté de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs, ce qui pourrait ouvrir la voie à de nouvelles initiatives et collaborations dans les années à venir.

SANTÉ

L'UE approuve le vaccin Moderna contre la bronchiolite pour les plus de 60 ans

La Commission européenne a annoncé vendredi avoir approuvé le vaccin du laboratoire Moderna contre le virus respiratoire syncytial (VRS), responsable de la bronchiolite, pour les personnes de plus de 60 ans. C'est la première fois qu'un vaccin à ARN messenger a été approuvé dans l'Union européenne pour une maladie autre que le Covid-19. Les Etats-Unis avaient déjà donné fin mai leur autorisation pour ce nouveau vaccin. Le VRS est un virus très ré-

pandu et contagieux, surtout connu pour causer, durant l'hiver, des bronchiolites (infection des petites bronches) chez les enfants en bas âge. Il touche également les adultes et peut se révéler dangereux pour les personnes âgées lorsqu'il dégénère en infection respiratoire. Dans l'UE, la Norvège et le Royaume-Uni, le VRS conduit à l'hospitalisation de quelque 158.000 adultes chaque année, ainsi que de quelque 213.000 enfants âgés de moins de cinq ans, selon l'ECDC, un

organisme européen de contrôle des maladies infectieuses. "La vaccination sauve des vies", a commenté Stella Kyriakides, commissaire européenne chargée de la Santé, dans un communiqué annonçant ce feu vert des autorités européennes. La décision de la Commission a été prise à la suite d'un avis favorable délivré en juin par l'Agence européenne pour les médicaments (EMA). Cette autorisation ne concerne toutefois que les patients de plus de 60 ans.

CONSOMMATION D'ANTIBIOTIQUES ET D'ANTIMICROBIENS SANS PRESCRIPTION MÉDICALE

Les mises en gardes du ministre de la santé

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, jeudi au siège du ministère, les travaux d'une journée d'étude sur la résistance aux antimicrobiens, en présence du représentant du l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Nouhou Hamadou, de représentants de plusieurs secteurs ministériels et de spécialistes. S'exprimant à cette occasion, le ministre a souligné l'importance du thème de cette journée d'étude car, a-t-il dit, la résis-

tance aux antimicrobiens "constitue aujourd'hui une menace pour la santé publique mondiale". Il a, dans ce contexte, mis en garde contre "la consommation d'antibiotiques et d'antimicrobiens sans prescription médicale", prévenant que "la surconsommation et le mauvais usage de ce type de médicaments

entraînent une résistance qui rend inefficaces les traitements". Mettant en avant l'importance de la prévention face à ce phénomène, M. Saihi a insisté sur la sensibilisation des citoyens, des praticiens de la santé et des pharmaciens à l'impérative utilisation à bon escient des antibiotiques et des antimicrobiens pour "préser-

ver la santé des citoyens". Le ministre a, dans ce cadre, appelé à "la création d'un groupe de travail chargé d'étudier la résistance aux antimicrobiens en milieu hospitalier et d'établir des statistiques précises à ce sujet", soulignant la nécessité de "prendre des mesures pour lutter contre ce phénomène".

Mercuriale

وزارة التجارة و ترقيّة الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	89	109	68	البطاطا
	Tomate	65	76	54	الطماطم
	Oignon sec	43	50	36	البصل الجاف
	Ail sec	361	423	299	الثوم الجاف
	Carotte	77	86	68	الجزر
	Navet	103	115	91	لفت
	Poivron	100	112	88	الفلفل الأخضر
	Piment	116	132	100	الفلفل الحار
	Courgette	99	109	88	الكوسة
	Haricot vert	200	221	178	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	103	115	90	الخس
	Pomme locale	397	504	289	التفاح المحلي
	Datte	562	687	437	التمر
	Melon	103	114	91	البطيخ الأصفر
	Pastèque	81	91	70	البطيخ الأحمر
	Poire	382	449	316	الإجاص
	Raisin	229	295	163	العنب
Produits d'origine animale	Banane	403	417	389	الموز
	Viande bovine locale	1794	1953	1635	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	499	513	486	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle **07/09/2024**



La jeunesse, le développement et la consolidation du front interne au cœur de la campagne

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, qui a bouclé sa première semaine, a vu les candidats et leurs représentants axer leurs discours sur les thèmes liés à la jeunesse, le développement et la préservation du caractère social de l'Etat, ainsi que la consolidation du front interne.

Synthèse R N

Multipliant meetings et actions de proximité, les animateurs de la campagne ont mis le citoyen au cœur de leurs programmes respectifs en focalisant plus particulièrement sur la prise en charge des préoccupations des populations à travers les différentes régions du pays, tout en promettant de préserver le caractère social de l'Etat. Ils ont estimé que cela passe nécessairement par la protection des catégories sociales vulnérables, l'augmentation du salaire national minimum garanti et le plafonnement des prix des produits de première nécessité en

vue de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Les candidats et leurs représentants se sont, ainsi, engagés à prendre des mesures et des dispositions à même d'augmenter le produit intérieur brut et le revenu par habitant, tout en œuvrant à la réduction du taux de chômage et de l'inflation et la consécration de la justice sociale. Les discours orientés vers l'ensemble des catégories sociales ont promis des solutions appropriées en faveur notamment des jeunes, à travers le renforcement des mécanismes d'emploi et l'implication de cette frange dans la vie politique, les encourageant à créer leurs propres entreprises dans divers secteurs d'activité. Le

développement local a été largement abordé par les trois candidats qui ont proposé d'établir un certain équilibre entre les collectivités locales à travers un nombre de mesures, particulièrement la révision du découpage administratif et du Code communal et de wilaya en vue d'accorder davantage de prérogatives aux élus locaux et les encourager à prendre des initiatives de manière à valoriser les potentialités de chaque wilaya ou région. Dans le même sillage, les candidats et leurs représentants ont suggéré de créer de nouveaux pôles de développement économique et ce, parallèlement à la réduction de l'importation de certains produits de consommation pour

préserver les recettes en devises du pays. Sur un autre registre, les trois candidats ont été unanimes à mettre l'accent sur la nécessité de renforcer le front interne du pays, d'où, ont-ils souligné, l'importance de cette élection qui se dresse comme un rempart contre toutes les tentatives de déstabilisation de l'Algérie. A cet égard, les animateurs de la campagne ont appelé à une forte mobilisation des électeurs le jour du scrutin, soulignant que ce rendez-vous intervient dans une conjoncture exceptionnelle. Ils ont, par la même occasion, réaffirmé le soutien indéfectible de l'Algérie aux causes justes, notamment palestinienne et sahraouie.

BRAHIM MERAD L'A SOULIGNÉ DEPUIS L'OUEST DU PAYS

«Tebboune est l'homme le plus apte pour la période à venir»

M. Brahim Merad, directeur de campagne du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a tenu vendredi, dans le cadre du 9e jour de la campagne électorale de la présidentielle du 7 septembre, des rencontres de proximité dans les wilayas de Mostaganem, Relizane, Ain Defla et Chlef, durant lesquelles il a échangé avec les citoyens, les appelant à choisir le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune au regard des acquis réalisés dans plusieurs secteurs. Dans la wilaya de Mostaganem, M. Merad a affirmé, lors d'une rencontre avec les citoyens au siège de la coordination de wilaya de la campagne, que M. Abdelmadjid Tebboune s'engage, une fois élu pour un second mandat présidentiel, à ce que les 5 prochaines années soient "purement économiques, ce qui fortifiera et protégera notre pays,

gardera notre tête toujours haute et renforcera notre décision souveraine et notre défense des peuples palestinien et sahraoui". "Tout le monde est convaincu et connaît ce que M. Tebboune a accompli en 5 années, notamment la réhabilitation de la dignité de l'Algérie et des Algériens à travers le programme de prise en charge des zones d'ombre, qui a comporté plus de 30.000 opérations de développement au profit de 13.000 zones, permettant aux citoyens de vivre dans la dignité et l'égalité des chances", a-t-il poursuivi. Après avoir affirmé que "le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune est l'homme le plus apte pour la période à venir", M. Merad a appelé les citoyens à "se mobiliser et à participer fortement à l'élection présidentielle", soulignant que "voter fortement en faveur de M. Tebboune

est un message pour partir sur une base solide et une meilleure réponse aux ennemis de l'Algérie". Animant une activité de proximité qui l'a réuni avec les représentants du mouvement associatif à la place publique de la ville d'Oued Rhio dans la wilaya de Relizane, M. Merad a souligné que "M. Abdelmadjid Tebboune va revoir, une fois réélu pour un second mandat, le découpage administratif et territorial, ce qui permettra la création de nouvelles wilayas pour rapprocher le citoyen du centre de décision". "La révision du découpage administratif, qui s'inscrit dans le programme électoral du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, permettra la création de dizaines de nouvelles wilayas, en plus de la promotion de plusieurs regroupements d'habitat en communes à pleines prérogatives, ce qui réduira les souffrances des citoyens et leur assurera une prise en charge optimale de leurs préoccupations quotidiennes", a-t-il déclaré. Dans la wilaya de Chlef, lors d'une rencontre avec la société civile, Brahim Merad a appelé à soutenir le candidat indépendant avec une intense activité de proximité, en expliquant le programme électoral de M. Abdelmadjid Tebboune aux citoyens. Il a souligné que le candidat indépendant s'engage à poursuivre les efforts de développement local avec l'instauration d'un équilibre entre les différentes régions du pays, avec une révision profonde du découpage administratif et territorial et des Codes communal et de wilaya pour corriger les manquements. Par ailleurs, dans la ville de Miliana (wilaya d'Ain Defla), où il a tenu une rencontre de proximité avec des citoyens à la Place pu-

blique "24 février", le directeur de campagne du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que "la politique de M. Abdelmadjid Tebboune s'appuiera, s'il sera réélu pour un second mandat, sur le soutien à l'économie pour instaurer un Etat moderne à la hauteur des attentes des citoyens". Le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "s'emploiera également à construire un Etat dont la voix résonnera à l'international", a ajouté M. Merad, en soutenant que "ces positions courageuses de M. Abdelmadjid Tebboune nous dictent de le soutenir et d'être à ses côtés", sans oublier son attachement à "garantir l'équilibre de développement entre toutes les régions du pays pour désenclaver les populations".

blique "24 février", le directeur de campagne du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné que "la politique de M. Abdelmadjid Tebboune s'appuiera, s'il sera réélu pour un second mandat, sur le soutien à l'économie pour instaurer un Etat moderne à la hauteur des attentes des citoyens". Le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "s'emploiera également à construire un Etat dont la voix résonnera à l'international", a ajouté M. Merad, en soutenant que "ces positions courageuses de M. Abdelmadjid Tebboune nous dictent de le soutenir et d'être à ses côtés", sans oublier son attachement à "garantir l'équilibre de développement entre toutes les régions du pays pour désenclaver les populations".

ABDELAALI HASSANI CHERIF, CANDIDAT DU MSP

«Mon programme "Forsa" est un outil pour l'édification d'une économie libre, solidaire et sociale»

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelaali Hassani Cherif, a affirmé, vendredi depuis Bechar, que la prochaine élection présidentielle constitue "une étape importante dans l'histoire du pays", appelant à une participation massive des citoyens au vote. "Une participation massive des citoyens à la prochaine élection permettra de renforcer l'unité nationale et de donner une assise populaire au futur président de la république et permettra à l'Algérie de faire face à tout les défis et aux visées de ses ennemis", a-t-il souligné lors d'un meeting à la Maison de la culture "Mohamed Kadi". M. Abdelaali Hassani Cherif a appelé aussi les citoyens à une adhésion à cette élection, traduisant ainsi une affirmation de l'attachement des citoyens à la stabilité et au développement du pays. Mon programme électoral intitulé "Forsa" (Op-

portunité) est "un outil pour l'édification d'une économie libre, solidaire et sociale, s'appuyant sur une répartition équitable de la richesse, tout en prenant en charge les problèmes de développement local, notamment les régions frontalières, comme c'est le cas de la wilaya de Bechar", a soutenu le candidat du MSP. "Ce programme électoral ambitionne de faire du territoire un outil de développement socioéconomique des régions, grâce à l'exploitation et à la valorisation de leur richesses minières, agricoles et touristiques", a-t-il appuyé. En d'ajouter : "le développement régional passe par la réforme complète du système des collectivités locales, à travers le renforcement des prérogatives administratives et financières de ces collectivités, en plus de la consécration de l'autonomie de la gestion des assemblées populaires communales afin de contribuer au développement des collectivités". M. Abdelaali Has-

sani Cherif a évoqué aussi le renforcement de la finance islamique, pour qu'elle puisse contribuer au financement des projets, notamment ceux destinés aux jeunes et aux femmes, et la création de la banque de la Zakat pour le financement aussi des projets des jeunes et des femmes. Il s'est également engagé à renforcer le caractère social de l'Etat et à lutter contre la bureaucratie et la corruption. La prochaine présidentielle, dit-il, intervient dans une conjoncture où le monde n'est plus celui des idéologies, mais celui des intérêts économiques et financiers d'où la nécessité de revoir le déploiement de notre diplomatie pour qu'elle puisse défendre les intérêts de notre pays et de notre économie. Au terme de son intervention, le candidat du MSP a appelé les citoyens à se rendre massivement aux urnes le 7 septembre prochain, pour mettre en échec les plans des comploteurs et ennemis du pays.

CANDIDAT DU FFS

Aouchiche s'engage à la restructuration de l'économie nationale

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche s'est engagé, vendredi depuis Jijel, à la restructuration de l'économie nationale en fonction des spécificités de chaque région du pays. Animant un meeting au centre ville de Jijel au 9e jour de la campagne électorale, M. Aouchiche a promis la restructuration de l'économie nationale à travers la création "de pôles industriels et agricoles" à même de mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures. "Notre pays a tous les atouts pour construire une économie diversifiée et intégrée tenant compte des spécificités et des potentialités de chaque région", a ajouté M. Aouchiche. Evoquant le développement dans la wilaya de Jijel, le candidat a souligné que "plusieurs pays qui ne disposent pas d'atouts touristiques aussi importants que les nôtres ont réussi, grâce

à l'investissement et à la bonne gestion, à ériger ce secteur en source principale de leurs recettes", s'engageant à "accompagner les investisseurs dans le secteur de la pêche et à mettre un terme à la spéculation qui contribue à la flambée des prix des poissons". Le candidat a présenté, par là-même, les grandes lignes de son programme électoral "vision de demain" dédié, dans sa majorité, au volet social eu égard à l'importance qu'il accorde "à la protection des franges vulnérables et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens". Pour ce faire, le candidat du parti FFS propose une batterie de mesures dont la révision de la grille des salaires, la création des allocations en faveur des catégories vulnérables, l'encouragement des projets d'investissement créateurs d'emploi dans différents secteurs tout en respectant les spécificités de chaque région.

OUARGLA

Lancement du chantier de modernisation de 50 km de la RN-51

Les travaux de modernisation d'un tronçon de 50 km de la RN-51 reliant Ouargla à El-Meniaa ont été lancés jeudi par les autorités de la wilaya d'Ouargla. Confié à la société nationale de travaux publics (SNTTP) pour plus de 1,5 milliard DA dégagé du programme sectoriel de développement (PSD), le projet devrait être livré dans un délai de onze (11) mois, selon les explications fournies au wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, lors du lancement des travaux. La modernisation de cette route nationale a concerné l'année dernière un tronçon de 30 km, a-t-on expliqué. D'une distance globale de 305 km, à savoir une tranche de 142 km sur le territoire de la wilaya d'Ouargla et le reste (163 km) sur la partie de la wilaya d'El-Meniaa, cette route avait bénéficié entre 1999 et 2006 d'une série d'opérations de réhabilitation et de remise en état, selon les services des Travaux publics. Le wali d'Ouargla a affirmé que la réhabilitation de cet axe névralgique s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation du réseau routier national traversant le territoire de la wilaya, faisant également part d'un autre linéaire de dix (10) km qui sera réalisé prochainement. Cette infrastructure de base revêt une grande importance en termes de connexion des wilayas du Sud, de l'Est du pays et du Sud ouest du pays, dans le sens où elle assure une fluidité de la circulation et des conditions de sécurité pour les usagers de la route. Elle ouvre aussi des perspectives d'investissement prometteuses dans les domaines de l'agriculture et du tourisme.

EL-OUED

De nouveaux projets pour renforcer le système d'assainissement de la wilaya

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé, jeudi à El-Oued, que de nouveaux projets visant la prise en charge du système d'assainissement ont été retenus pour cette wilaya.

De nouvelles opérations, susceptibles de remédier aux carences que connaît la wilaya en matière d'assainissement des eaux usées, ont été inscrites pour la wilaya d'El-Oued, a affirmé M. Derbal lors de l'inspection d'installations relevant de son département. Le ministre a fait savoir qu'une enveloppe financière de cinq (5) milliards DA a été consacrée à ces projets à l'effet de prendre en charge le système d'assainissement et la réhabilitation du réseau d'assainissement dans plusieurs communes, avant de souligner l'intérêt de procéder au traitement des eaux usées en vue de leur exploitation à des fins d'irrigation agricole. Pour rappel, El-Oued est confrontée depuis plusieurs années à un phénomène écologique marqué par des infiltrations d'eaux usées à l'intérieur de quartiers du centre-ville, dues aux spécificités du relief de cette région sablonneuse, à la salinité de ses eaux, et au manque d'entretien. Le phénomène a suscité l'attention des pouvoirs publics qui ont effectué plusieurs visites de terrain pour s'en enquêter et trouver une solution définitive. M. Derbal a évoqué un autre projet éco-

logique et agricole en cours de réalisation, d'un coût de deux (2) milliards DA, concernant le transfert sur une distance de 15 km de l'exutoire de chott Dhiba (commune d'El-Magrane), destiné à protéger les périmètres agricoles des communes situées sur le flanc est d'El-Oued, à savoir El-Magrane, Sidi-Aoun et Souihla, des répercussions des eaux usées. Il a ajouté, à ce propos, que la gestion optimale du système d'assainissement revêt un grand intérêt des pouvoirs publics, se traduisant par la mobilisation d'enveloppes financières conséquentes pour la solution des différents problèmes liés aux réseaux des eaux usées, dont leur infiltration dans de nombreux édifices publics et habitations de la région. L'accent a également été mis par le ministre sur l'entretien des infrastructures du secteur, notamment le système d'assainissement, ainsi que sur la gestion professionnelle et étudiée de la ressource humaine. Le ministre s'est rendu dans la commune d'El-Magrane où il a inspecté l'exutoire de chott Dhiba, le chantier de réalisation d'une station de pompage, un réseau d'assainissement dans la com-

mune de Taghezout, ainsi qu'une station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) de 47 ha dans la commune de Kouinine, pour s'enquérir sur sa réhabilitation. Poursuivant sa tournée dans la wilaya d'El-Oued, M. Derbal s'est enquis à Chott (chef-lieu de wilaya) de l'opération de réhabilitation du système de pompage et du réseau d'assainissement au niveau de la station d'épuration N-10, où il a insisté sur le parachèvement des projets dans les délais impartis, en vue de mettre un terme aux problèmes d'assainissement rencontrés par les différents quartiers du chef-lieu de wilaya. Le projet de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées au niveau de la cité "Chouhada", visant la lutte contre les déversements des eaux usées aux quartiers Sud de la ville d'El-Oued, a également figuré dans le programme de visite du ministre. Au terme de sa tournée, le ministre de l'Hydraulique a inauguré la station principale de pompage des eaux usées au niveau de la cité "19 mars" à El-Oued, et d'un projet de réalisation d'une station de refoulement au niveau des nouveaux lotissements sociaux, constituant l'extension de la cité précitée.

GHARDAÏA

Lancement prochain de la restauration et valorisation du système de partage des eaux de la vallée du M'zab

Le projet de mise en valeur et de restauration du système ancestral de partage des eaux pour l'irrigation des palmeraies de la vallée du M'zab (Ghardaïa) va passer incontestablement à sa phase d'exécution, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Culture et des Arts. La réhabilitation de ce système ancestral d'irrigation, ingénieusement conçu pour capter, stocker et répartir les eaux pluviales et les eaux de crue de l'oued M'zab, ainsi que ses ouvrages, intervient après la décrépitude de ce patrimoine, affecté par les inondations qu'a connues la région en octobre 2008, a indiqué à l'APS le chef de service du patrimoine à la direction de la Culture et des Arts, Abdelhamid Amiz. Ce patrimoine hydraulique constitue le témoignage du savoir-faire des aïeux permettant aux palmeraies et jardins familiaux de la région d'être irrigués judicieusement et rationnellement, a souligné, de son côté, le directeur de l'Office de protection de la vallée du M'Zab (OPVM), Kamel

Ramdane. Faisant partie du patrimoine mondial de l'Unesco, la vallée du M'zab avec ses ksour et ses ouvrages hydrauliques s'est forgée une large notoriété, de par sa fascinante architecture, ses remparts, ses places de marchés, ses mosquées et ses portes, qui font la fierté des habitants de Ghardaïa, de l'Algérie et toute l'humanité, a soutenu le même responsable. Et d'ajouter que ce patrimoine hydraulique ancestral, qui s'est dégradé suite aux aléas et vicissitudes du temps et de la cruauté des intempéries, constitue un site d'intérêt scientifique, écologique et touristique de grande importance. La valeur scientifique et historique de cet ouvrage hydraulique n'a besoin que d'un peu d'efforts de réhabilitation et de mise en valeur pour en faire une destination attractive pour les chercheurs, hydrauliciens ou les adeptes du tourisme écologique et d'aventure, a assuré Hadj Omar, un notable de Ghardaïa.

Contribuer au développement local et promouvoir le tourisme

La valorisation et la réhabilitation de ce patrimoine varié de Ghardaïa, notamment son architecture, ses ouvrages hydrauliques et ses palmeraies et jardins, est de nature à contribuer au développement local et à promouvoir le tourisme, avec des retombées positives en termes de création d'emplois et de développement des infrastructures touristiques, a rappelé Khalel, gestionnaire d'une agence de voyage locale. Paysage botanique d'exception, la palmeraie de Ghardaïa avec son système ancestral d'irrigation constitue une partie intégrante de l'histoire de la ville, qui ne cesse de lui conférer une identité distinguée, contribuant pleinement à sa renommée internationale. Edifiée au 12ème siècle par Cheikh Ba Mhamed Abou Sahaba et Cheikh Hamou Oulhadj, cette infrastructure hydraulique traditionnelle est devenue une curiosité touristique et apporte un témoignage vivant sur une civilisa-

tion ancienne soucieuse de maintenir un équilibre écologique dans la vallée du M'zab. Cependant, les sécheresses récurrentes que connaît la région aride de Ghardaïa, suivi des ouvrages (digues) réalisés pour lutter contre les crues cycliques de l'Oued M'zab ont entraîné une rupture avec ce système harmonieux de partage des eaux et son abandon. Les différents acteurs et responsables de la protection et de la promotion du patrimoine ancestral ainsi que la société civile avec les pouvoirs publics se sont mobilisés pour permettre sa restauration et sa valorisation. Disposant d'un riche patrimoine architectural, culturel et environnemental classé par l'UNESCO, depuis 1982, de nombreux projets d'envergure sont lancés pour réhabiliter et valoriser cette richesse et lui redonner vie et contribuer au développement de l'économie locale basée sur les activités touristiques et artisanales, selon les cadres locaux du secteur de la Culture.

Une stratégie audacieuse face à l'exode des cerveaux

Au cœur des débats en Algérie, les ressources naturelles captivent l'attention, justifiée par leur rôle vital dans le financement de la stabilité économique. Pourtant, il apparaît que le véritable trésor du pays, ses ressources humaines, demeure sous-estimé. Plus précieuses que les gisements de sous-sol, les talents algériens, jeunes, instruits, dynamiques, créatifs et entreprenants, tissent le riche tissu du capital humain national. Face à l'exode alarmant des compétences, le grand défi de l'Algérie pour les années à venir dans un contexte géopolitique instable et porteur de grands enjeux est celui de la mobilisation et de la rétention de ces esprits brillants.

Par Sofiane Baba (*)

Établi depuis plus de deux décennies au Canada, je visite régulièrement l'Algérie et je fréquente aussi bien des universitaires, des entrepreneurs, des fonctionnaires, des étudiants que des chômeurs. Jamais auparavant je n'avais autant entendu parler de départ, d'immigration et de visa qu'en 2023-2024. Étonnamment, même ceux qui réussissent bien au pays aspirent à partir, ce qui est préoccupant. Un ami me confiait récemment que si autrefois les larmes coulaient à l'aéroport lors du départ d'un proche, aujourd'hui, ce sont des sourires qui illuminent les visages, des sourires de joie et d'espoir des parents voyant leurs progénitures partir vers un avenir meilleur à l'étranger. C'est une image sombre pour notre pays. Mais c'est surtout une perte humaine, sociale et économique immense, d'autant plus que les Algériens établis à l'étranger ne forment pas encore une diaspora au sens strict du terme. Peu organisés, leurs intérêts peinent à converger, que ce soit en Amérique du Nord ou, d'après ce que j'entends, également en France. La diaspora rencontre donc des difficultés à contribuer de manière efficace, organisée et durable au développement du pays. Des initiatives récentes ont tenté de pallier ce défaut, avec des succès notables comme certaines collaborations avec les universités du pays et dans le soutien aux startups technologiques, mais il reste encore beaucoup à faire. En parallèle, le pays nourrit de grandes ambitions socioéconomiques pour les années à venir, ambitions à la fois légitimes, nécessaires et réalistes. Cependant, elles ne pourront se concrétiser, à mon avis, que si l'Algérie lance un vaste projet, immédiat et audacieux, destiné à retenir ses meilleurs éléments et à encourager le retour de ceux qui sont basés à l'étranger. Je propose une hypothèse ouverte à discussion : aucun pays ne peut aspirer à un développement durable si ses esprits les plus brillants quittent régulièrement le pays depuis des décennies sans jamais revenir. Comme point de départ, il est impératif de reconnaître qu'un départ repré-

sente une perte significative pour le pays, équivalente à l'investissement réalisé dans l'éducation et les soins de cette personne, gratuitement dispensés pendant au moins 17 ans, jusqu'à l'obtention d'un magistère. Avec un coût moyen de 15 000 dollars par an pour ces services, le total s'élève à environ 250 000 dollars pour éduquer une personne de l'enfance à l'âge adulte. Lorsque cette personne quitte le pays, l'Algérie subit donc une perte nette de 250 000 dollars, sans même prendre en compte le potentiel de contributions futures manquées. En 2016, un ancien ministre du Commerce évaluait le coût de la fuite des compétences à 165 milliards de dollars sur une période de 30 ans. Rien qu'en 2022, 1 200 médecins ont quitté l'Algérie pour la France, représentant une perte estimée à environ 400 millions de dollars pour cette seule année. Actuellement, près de 15 000 médecins formés en Algérie exercent en France, engendrant une perte cumulée avoisinant cinq milliards de dollars. Si l'on ajoute à cela les quelque 20 000 étudiants qui partent chaque année et ne reviennent que rarement (on estime à environ 30 % le retour des étudiants au pays après la fin de leur scolarité), cela représente une autre perte de près de quatre milliards de dollars annuellement. On peut également ajouter les cadres qui quittent le pays chaque année, ce qui nous amène à conclure que l'Algérie subit une perte annuelle d'au moins cinq milliards de dollars en raison de son incapacité à retenir ses meilleurs talents. Or ces individus bien formés sont précisément ceux qui devraient être en première ligne du développement économique et du renouveau de l'Algérie. Seuls une vision claire et un projet ambitieux peuvent inverser cette tendance. Il ne s'agit pas tant de parler que d'agir. Malgré les affirmations de certains prophètes du malheur qui soutiennent que les dirigeants ne souhaitent pas le retour ou la rétention des talents du pays, je reste convaincu du contraire. De mon point de vue, il s'agit surtout d'une question de clarté dans la vision, d'efficacité dans l'organisation et de mise en œuvre d'un projet concret et ambitieux. Bien évidemment, l'Algérie a d'abord besoin d'un grand projet ambitieux,

d'une vision à long terme qui s'étend sur 10, 20, voire 30 ans, avec pour objectif de créer des opportunités qui encouragent les citoyens à rester et incitent ceux qui sont partis à revenir. Cette grande vision devra englober toutes les dimensions d'un pays : les sphères politique, économique, sociale, scientifique et technologique. Pour les besoins de cette contribution, j'adopte une approche pragmatique. Pour simplifier et mieux cerner le défi collectif de la prochaine décennie, je me concentre ici sur trois secteurs clés qui pourraient générer un effet d'entraînement significatif sur tous les aspects de la vie des Algériens : l'économie, l'administration publique et l'université. Bien qu'il existe de nombreux autres secteurs, je m'en tiendrai à ces trois domaines. En ce qui concerne l'économie, je propose que nous envisagions une Algérie en tant que puissance économique régionale, autosuffisante sur le plan alimentaire, grande exportatrice d'énergie et avec pour objectif d'atteindre 500 milliards de PIB et 100 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures. En ce qui concerne l'administration publique, je suggère une numérisation accélérée à tous les niveaux afin de fluidifier les opérations, tant pour les citoyens au quotidien que pour les entreprises. Cela devrait permettre de réduire la corruption à petite échelle et d'éviter le gaspillage de temps et d'énergie. Enfin, j'invite à viser haut pour moderniser notre système universitaire, en le transformant en un véritable lieu de réflexion et de production de connaissances universelles, à la fois utiles pour la science et pour l'Algérie. Pour y parvenir, il sera essentiel de stimuler la recherche, de dépolitiser et de débureaucratiser l'université. La vision que je propose est de faire de l'Algérie un pays où chacun de ses enfants aspire à y demeurer pour contribuer à son développement, et où les meilleurs talents établis à l'étranger sont encouragés à revenir pour transmettre leurs connaissances et leur expérience, dans le but d'accélérer la prospérité du pays et de participer à ce projet collectif. Ainsi, il est essentiel de comprendre les préoccupations de ceux qui envisagent de partir ainsi que de ceux qui souhaitent revenir, puis d'y répondre de ma-

nière audacieuse. C'est la seule voie possible. Les faits sont plutôt clairs. Je vais aborder ce que je connais, vivant à l'étranger depuis 22 ans : les cadres que je connais à l'étranger, notamment ceux qui ont des familles, expriment des préoccupations récurrentes : perte de niveau de vie, notamment en matière de pouvoir d'achat, éducation des enfants et confort matériel. Ils sont prêts à surmonter les autres défis. L'Algérie a tout ce qu'il faut pour répondre à ces préoccupations matérielles avec facilité. Pour répondre à cette situation, un investissement visionnaire s'impose. Je suggère que l'Algérie consacre l'équivalent de ce qu'elle perd sur deux années, soit 10 milliards de dollars, étalés sur une décennie, ce qui revient à un milliard de dollars par an. Cet investissement favoriserait, sur une décennie, le retour en masse de la diaspora ainsi que la rétention d'une grande partie des étudiants envisageant de partir, afin de participer à un projet ambitieux pour l'Algérie. La façon dont ces fonds seront alloués reste à déterminer, avec plusieurs scénarios possibles (par exemple, un système de crédit bonifié pour l'acquisition d'un logement et des équipements nécessaires à une installation décente), mais pour encourager le retour et la rétention des talents, il est crucial de créer des conditions propices. Il suffit d'oser ! Le temps presse et la saignée ralentit considérablement le développement du pays. L'Algérie regorge de talents exceptionnels sur son propre sol et il faut les valoriser. En parallèle, il faut aussi reconnaître qu'un grand nombre d'Algériens établis à l'étranger ont, au fil des décennies, acquis des expériences précieuses dans certains des pays les plus développés et au sein d'entreprises de renommée mondiale. Cette expérience collective pourrait permettre à l'Algérie de faire des avancées significatives, économisant ainsi des années, voire des décennies, dans son développement. Dans un monde géopolitique plus incertain que jamais, la puissance économique de l'Algérie sera sa meilleure arme dans le monde de demain.

(*) Professeur de management stratégique, Université de Sherbrooke

Notes

1 Rien qu'en 2023, le Canada a délivré 9 000 visas d'études à des Algériens. En 2021, la France en avait octroyé 7 500. En l'absence de données précises et officielles, il est donc raisonnable d'estimer qu'environ 20 000 étudiants algériens par-

tent chaque année à l'étranger. 2 D'après une étude du CREAD (2021), seulement 22 % des étudiants algériens en France prévoient de revenir en Algérie après leurs études. En revanche, 78 % déclarent ne pas avoir l'intention de retourner

au pays. Parmi eux, 57 % souhaitent s'établir en France, tandis que 21 % envisagent de s'installer dans d'autres pays. 3 Les recherches sur les organisations révèlent que celles dotées d'une vision à long terme sont plus

performantes et cohérentes dans leurs actions et décisions, comparativement à celles qui fonctionnent à court terme, en réagissant aux urgences du moment. Elles mobiliseraient également plus facilement la contribution de ses membres. On

peut envisager qu'un pays fonctionne comme une grande organisation complexe, et, dans cette perspective, l'importance d'une vision à long terme reste tout aussi cruciale.

SOUDAN /CHOLÉRA
Plus de 455.000 doses de vaccins supplémentaires pour aider le pays

Plus de 455.000 doses de vaccins supplémentaires vont être envoyées au Soudan pour aider le pays à affronter une nouvelle épidémie de choléra, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vendredi. "La première vague de choléra s'est terminée en mai dernier, avec plus de 11.300 cas et plus de 300 décès. Et maintenant, nous assistons à une deuxième vague de choléra, qui a été déclarée le 12 août", a déclaré le représentant de l'OMS pour le Soudan, le Dr Shible Sahbani, lors d'un point de presse régulier des agences de l'ONU. "Officiellement, le premier cas a été signalé le 22 juillet", a-t-il détaillé, tout en rappelant que le Soudan, doit affronter de nombreuses autres maladies, dont la rougeole, la dengue et le paludisme. Le choléra est une infection diarrhéique aiguë provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par le bacille *Vibrio cholerae*. La maladie provoque des diarrhées, une déshydratation sévère pouvant engendrer la mort en quelques heures. Selon l'OMS, 658 cas et 28 décès ont été signalés jusqu'à présent dans 5 Etats, avec un taux de létalité "élevé" de 4,3%. Parmi ces cinq Etats, celui de Kassala, à proximité de l'Erythrée, a enregistré le plus grand nombre de cas (473). Viennent ensuite les Etats de Gedaref, d'al-Jazira, de Khartoum et de l'Etat du Nil. Une campagne de vaccination orale de trois jours contre le choléra s'est achevée jeudi dans deux localités de l'Etat de Kassala. Selon le Dr Sahbani, 51.000 doses de vaccins oraux contre le choléra ont ainsi pu être déployées. "Et là, j'ai une bonne nouvelle" car plus de 455.000 doses supplémentaires "seront introduites dans le pays et utilisées pour lutter contre le choléra", a-t-il indiqué, ajoutant que l'acheminement des doses devrait se faire depuis Port-Soudan et devrait donc être moins difficile qu'acheminer de l'aide dans d'autres régions du pays plus difficiles d'accès.

STANDARD CHARTERED

Le Qatar est en passe de doubler son économie d'ici 2031

Un récent rapport de recherche mondial de la Standard Chartered Bank indique que le Qatar est à l'aube d'une reprise économique remarquable, le pays devant doubler sa taille économique d'ici 2031.

Cette croissance s'explique par la capacité du Qatar à rétablir les recettes publiques à leur niveau d'avant le choc pétrolier de 2014, grâce à son positionnement stratégique sur le marché mondial de l'énergie et à ses efforts continus pour diversifier son économie. M. Muhannad Mukahall, Président exécutif et Responsable de la banque d'entreprise et d'investissement à la Standard Chartered Bank au Qatar, a déclaré que le retour des recettes publiques du Qatar aux niveaux enregistrés avant 2014 est une étape importante, reflétant le succès de la stratégie économique globale du pays. Il a expliqué que cette résurgence n'était pas fortuite, mais plutôt la conséquence d'efforts persistants pour diversifier les sources de revenu national, renforcés par des prix mondiaux élevés des hydrocarbures, une demande accrue de gaz naturel liquéfié et des investissements stratégiques substantiels dans l'industrie, le tourisme et les services financiers.

"Cette transformation représente un accom-

plissement remarquable, démontrant la capacité de l'économie qatarie à s'adapter de manière flexible à l'évolution des défis auxquels sont confrontés les marchés mondiaux, en particulier dans le contexte des fluctuations importantes des prix du pétrole et des circonstances géopolitiques incertaines", affirme M. Mukahall. Parallèlement, les auteurs du rapport soulignent également le rôle central du Qatar sur le marché du GNL. En effet, ils font remarquer que l'impact collectif de la hausse des prix du pétrole et du gaz, de la hausse des prix des hydrocarbures et de la hausse de la demande mondiale d'énergie a contribué conjointement à cette reprise économique vigoureuse. La mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse a permis au Qatar de renforcer sa position en tant que contributeur essentiel au marché mondial du GNL, comme l'illustre l'expansion substantielle du champ North, qui devrait augmenter sa production de gaz de 85 %

d'ici à 2025, comme l'indique le rapport susmentionné. Les perspectives économiques de la banque pour le deuxième trimestre 2024 suggèrent que le Qatar est à l'aube d'une nouvelle phase de croissance économique, alimentée par le « méga boom gazier ». Selon des études bien documentées, le Qatar possède des réserves de gaz naturel suffisantes pour maintenir son niveau de production actuel pendant au moins 140 ans. Il est essentiel de reconnaître l'importance de la Troisième Stratégie Nationale de Développement (2024-2030), qui a été dévoilée au début de cette année, en tant qu'élément central du processus de diversification économique. Cette stratégie a produit des résultats perceptibles, notamment une augmentation des recettes publiques, une réduction de la dépendance économique à l'égard des hydrocarbures et une amélioration de la résistance de l'économie aux fluctuations mondiales.

ARABIE SAOUDITE

Riyad accueille le Forum sur les marchés obligataires et les produits dérivés financiers

Les dirigeants du secteur financier se réuniront à Riyad, le mois prochain, pour discuter des dernières tendances et innovations dans le domaine des valeurs mobilières, en mettant l'accent sur l'amélioration des ressources humaines, des capacités internes et de la viabilité économique. Sous le thème « Identifier des opportunités de croissance », l'Académie financière, une entité juridique et administrative indépendante, accueillera l'édition 2024 du Forum sur les marchés obligataires et les produits financiers dérivés le 8 septembre. L'événement vise également à

promouvoir une culture de l'excellence et de l'apprentissage continu en vue de soutenir la durabilité financière, selon l'Agence de presse saoudienne. Les objectifs du forum s'alignent sur le programme de développement du secteur financier, un élément crucial de l'initiative Vision 2030 de l'Arabie saoudite. Lancée en 2018, cette initiative vise à transformer l'industrie financière du Royaume en se concentrant sur les banques, les assurances, les marchés boursiers et les marchés obligataires. Le programme, qui travaille en étroite collaboration avec la Banque centrale saoudienne,

cherche à renforcer et à améliorer la compétitivité des institutions financières du Royaume, en stimulant la croissance et le progrès sur le marché financier national. Mana ben Mohammad al-Kham-san, directeur général de l'académie, soutient que le forum s'inscrit dans la stratégie de l'académie visant à fournir des solutions innovantes qui reflètent les tendances actuelles du secteur financier. La SPA rapporte que la réunion comprendra des sessions de dialogue et des ateliers avec la participation de leaders financiers régionaux et internationaux, ajoutant que les participants se pencheront sur les récents développements

économiques, l'évolution des stratégies d'investissement et les futures tendances du marché financier. L'événement facilitera également l'échange d'idées novatrices, encouragera le développement de relations professionnelles et permettra de découvrir de nouvelles possibilités de partenariat. L'objectif est de favoriser un environnement de collaboration où les participants pourront engager des discussions fructueuses, nouer des liens avec leurs pairs du secteur et explorer des collaborations potentielles susceptibles de favoriser la croissance et la réussite futures du secteur financier.

MAURITANIE

L'intermédiation a été l'activité dominante des banques en 2023

Dix sept (17) banques en activité dans le pays se sont davantage appuyées sur leurs opérations de collecte des dépôts et octroi de crédits pour dégager des marges et soutenir leurs activités, l'année dernière. En 2023, l'intermédiation bancaire a été l'activité dominante des banques mauritaniennes. Portant principalement sur la collecte des dépôts et la distribution des crédits, elle a représenté 65,1 % de l'actif total consolidé du secteur bancaire, a-t-on appris du rapport annuel 2023 de la Banque centrale de Mauritanie, publié le di-

manche 18 août 2024. Les dépôts de la clientèle des banques ont ainsi augmenté de 12,3 % à 110,7 milliards d'ouguiyas (MRU) environ 2,8 milliards de dollars à fin décembre 2023, et les crédits nets à la clientèle ont suivi la même tendance haussière, affichant une augmentation de 5,3 % à 89 milliards MRU au cours de cette période. Profitant de cette hausse de leurs opérations d'intermédiation, les banques mauritaniennes ont réalisé d'importantes marges d'intérêts sur ces activités. Ainsi, la marge d'intermédiation du secteur bancaire a progressé de

13,6%, à 544,5 millions MRU en 2023. Elle provient des crédits octroyés et de la gestion des dépôts de la clientèle. Les engagements par signature (cautions, opérations de crédits documentaires...) et d'autres opérations connexes (principalement des opérations de change et des opérations de trésorerie) ont été les deuxièmes plus importantes activités des banques mauritaniennes l'année dernière. Elles ont pu tirer profit de ces activités en dégagant des marges importantes. Ainsi, les revenus des opérations de trésorerie, notamment des placements en bons du Trésor, ont progressé de

193,4 % à 367,99 millions MRU en 2023. Ces revenus, combinés à la marge d'intermédiation dégagée, ont soutenu le produit net bancaire (PNB) des banques qui a atteint 9,5 milliards d'ouguiyas, en hausse de 7,4 % en glissement annuel. En dépit d'une hausse de 11,5 % des frais généraux, le résultat net de l'exercice 2023 des banques a été bénéficiaire de 1,87 milliard MRU. Dans l'ensemble, le paysage financier mauritanien à fin 2023 était composé de 17 banques, parmi lesquelles 7 banques islamiques et 5 majoritairement détenues par des investisseurs étrangers.

NIGÉRIA

Le gouvernement prévoit un mécanisme d'assurance pour les agriculteurs

Au Nigéria, l'agriculture contribue à hauteur de 22,7 % au PIB et emploie environ 38 % de la population active. Entre la sécheresse et les inondations, les risques associés au secteur agricole constituent une préoccupation pour le gouvernement.

Au Nigéria, le gouvernement a décidé d'intégrer un mécanisme d'assurance agricole dans le cadre du National Agricultural Growth Scheme Agro-Pocket (NAGS-AP). C'est ce qu'a annoncé Aliyu Abdullahi (photo), ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, le 21 août. Ce programme, d'un coût total de 134 millions \$ financé par la Banque africaine de développement (BAD), vise notamment à renforcer la productivité agricole en favorisant un meilleur accès des petits exploitants agri-

coles aux intrants. Pour expliquer la décision du gouvernement, M. Abdullahi met en avant la menace que représentent les différents risques associés aux secteurs agricoles. A titre indicatif, les producteurs de gingembre de l'État de Kaduna ont déclaré des pertes financières évaluées à 8,7 millions \$ en 2023 en raison de l'apparition d'une maladie fongique qui a réduit les récoltes de 90 %. « Il est plus évident que jamais que nous avons besoin d'une solution d'atténuation pour combler les nombreuses lacunes de pro-

tection découlant des risques liés au changement climatique [inondations, sécheresses], les ravageurs ou encore les maladies qui sont susceptibles d'entraîner de mauvaises récoltes », a déclaré le ministre.

Des prévisions climatiques inquiétantes pour 2024

Au Nigéria, 148 zones de gouvernement local réparties à travers 31 Etats dont Adamawa Akwa-Ibom, Anambra, Bauchi, Bayelsa, Benue ou encore Borno, devraient être confron-

tées à des risques élevés d'inondation en 2024. C'est ce qu'indiquent les projections formulées par le ministère des Ressources en eau et de l'Assainissement dans son rapport annuel sur les perspectives d'inondation. Selon le ministère de l'Agriculture, cette prévision concernera 51 % des zones agricoles du pays. Pour rappel, le programme NAGS-AP cible environ 5 millions d'agriculteurs opérant principalement dans les filières blé, maïs, riz et soja.

AFRIQUE DU SUD

5^e client mondial de la SFI et le plus important en Afrique

Les investissements de la SFI en Afrique du Sud s'élèvent, à ce jour, à 3,7 milliards de dollars répartis entre 49 clients. Suit le Nigeria avec 2,23 milliards \$. L'Afrique du Sud est le premier client en Afrique de la Société financière internationale (SFI), et le cinquième au niveau mondial. Le portefeuille d'investissements engagés par la SFI au profit de la nation arc-en-ciel s'élève actuellement à 3,7 milliards \$, soit le plus important du continent, a-t-on appris d'une note publiée le mercredi 21

août 2024, par cette filiale du Groupe de la Banque mondiale. L'institution financière internationale revendique 49 clients en Afrique du Sud, évoluant dans une diversité de secteurs tels que les énergies renouvelables, la construction durable, l'inclusion financière et l'énergie. Le plus récent investissement de la SFI dans le pays est un prêt senior en monnaie locale d'environ 150 millions \$ accordé à la ville du Cap, pour l'extension et la mise à niveau de ses infrastructures de base (in-

frastructures électriques, de transport et de gestion d'eau). Le prêt d'une maturité de 18 ans a été signé ce vendredi 23 août, en marge de la visite de trois jours en Afrique du Sud de Sergio Pimenta, vice-président de la SFI pour l'Afrique. Après l'Afrique du Sud, le Nigeria est le deuxième client de la SFI en Afrique. Il figure parmi les 10 portefeuilles d'investissement de l'institution au niveau mondial. Dirigée par le Sénégalais Makhtar Diop, elle a investi 2,23 milliards \$ dans ce pays d'Afrique de l'Ouest à fin février

2024, dans des secteurs clés tels que l'industrie manufacturière, les services financiers, l'agroalimentaire, l'énergie et la technologie numérique. D'autres pays comme le Kenya ou encore l'Egypte figurent parmi les plus importants bénéficiaires des investissements de la SFI en Afrique. Au Kenya par exemple, son portefeuille d'investissement s'élevait à 1,16 milliard \$ au 30 juin 2023.

RAPPORT

Forte baisse des investissements en private equity sur le continent, sauf en Afrique de l'Ouest

L'Afrique n'échappe pas au coup de froid qui s'est abattu sur le marché mondial du private equity. Dans un contexte marqué par de nombreuses incertitudes économiques et géopolitiques, les acteurs du secteur ont agi avec grande circonspection en optant pour des tickets plus petits. Les acteurs locaux et internationaux de l'industrie du private equity ont injecté 900 millions de dollars dans des entreprises africaines au premier semestre 2024, selon un rapport publié le 20 août par l'Association africaine de capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Ce montant est en baisse de 66% par rapport à celui enregistré durant les six premiers mois de 2023. L'Afrique de l'Ouest fait toutefois exception avec une augmentation de 3% sur la même période. Le nombre de transactions recensées entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours sur le continent a, quant à lui, atteint 182, enregistrant ainsi un recul de 17% comparativement à la même période de

l'année écoulée. Intitulé « Q2 2024 Private Capital in Africa Report », le rapport explique la baisse de la valeur et du volume des transactions par la persistance des incertitudes macroéconomiques dans un contexte marqué par le maintien des politiques monétaires restrictives, une inflation élevée et des tensions géopolitiques, qui a incité la majorité acteurs du secteur à faire preuve de prudence et à opter pour des tickets plus petits. Signe très révélateur de cette circonspection : les transactions supérieures à 100 millions de dollars ont chuté de 91 % en glissement annuel au premier semestre de l'année en cours, alors que les transactions inférieures à 50 millions de dollars ont représenté 88% de la valeur totale des investissements recensés. Ainsi, la taille moyenne des transactions est passée de 20 millions de dollars en 2023 à 8 millions de dollars seulement sur les six premiers mois de 2024. La répartition des investissements par sous-région montre d'autre part que l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est ont

accaparé 60% de la valeur des transactions (30% pour chaque sous-région). Viennent ensuite l'Afrique australe (10%), l'Afrique du Nord (9%), et l'Afrique centrale (1%). 20 % des investissements ont été réalisés dans des entreprises opérant en Afrique, mais qui sont basées dans d'autres régions du monde. La ventilation sectorielle des investissements réalisés par les firmes de capital-investissement sur le continent durant la période sous revue révèle, quant à elle, que le secteur des services financiers a capté 39 % de la valeur totale des transactions, devant ceux de l'industrie (12%), des produits de consommation de base (10%), des technologies de l'information (10%), des services de communication (7%) et des services publics (6%). Le rapport souligne par ailleurs que les gestionnaires de fonds dédiés à l'Afrique ont levé un montant total de 1,3 milliard de dollars durant les six premiers mois de 2024. Sur ce montant, un milliard de dollars a été levé dans le cadre de clôtures fi-

nales et 300 millions dans le cadre de clôtures intermédiaires. Ce semestre a été particulièrement difficile pour les gestionnaires de fonds qui s'aventurent pour la première fois sur le continent. Aucun de ces gestionnaires de fonds « novices » n'a réussi à réaliser une clôture finale. Sur un autre plan, les firmes de capital-investissement opérant en Afrique ont réalisé 22 sorties durant le premier semestre de l'année en cours contre 17 au cours de la même période de l'année écoulée. Dans un contexte marqué par le refroidissement du marché, les gestionnaires de fonds axés sur l'Afrique se sont appuyés sur des stratégies de sortie déjà éprouvées. La cession à des acquéreurs industriels (trade buyers), qui fait référence à la cession de la participation à une autre entreprise opérant dans le même secteur, reste la voie de sortie la plus courante, devant les ventes d'actifs à d'autres firmes de capital-investissement, le Management buy-out (vente des parts aux dirigeants de l'entreprise) et les introductions en bourse.

GHANA

Un programme d'échange d'eurobonds pour reprofiler sa dette

L'accord conclu fin juin par Accra et les détenteurs de ses euro-obligations a été approuvé par les créanciers bilatéraux du pays, qui l'ont jugé conforme au principe de comparabilité de traitement prévu par le cadre commun du G20 sur la restructuration de la dette. Le Ghana lancera la semaine prochaine un programme d'échange d'euro-obligations pour conclure la restructuration de sa dette, a annoncé la ministre déléguée des Finances, Abena Osei Asare (photo), le jeudi 22 août 2023. « Le processus invitant les investisseurs à échanger leurs euro-obligations existantes contre de nouvelles euro-obligations durera 10 jours ouvrables », a déclaré la ministre, citée par Bloomberg. Le Ghana avait conclu, fin juin dernier, un accord avec les détenteurs de ses euro-obligations sur la restructuration de 13 milliards de dollars de dettes. Cet accord offre aux créanciers le choix entre deux options. La première consiste en une décote de 37 % et l'obtention de nouvelles obligations arrivant à échéance en juillet 2029 et en juillet 2035, assorties d'un taux d'intérêt de 5 % à partir de l'année en cours jusqu'en juillet 2028, puis de 6 % par la suite. La seconde option prévoit l'échange des anciennes obligations contre de nouveaux titres de dette arrivant à échéance en janvier 2037 et ayant un taux d'intérêt de 1,5%, sans aucune décote. Le Ghana avait déjà signé, le 12 juin, un accord avec ses créanciers bilatéraux sur la restructuration de 5,4 milliards de dollars de dettes. Le gouvernement ghanéen, qui avait suspendu en décembre 2022 le paiement de la majeure partie de sa dette extérieure, a déjà achevé avec succès la restructuration d'une grande partie de sa dette intérieure. Aux prises avec une grave crise économique consécutive au ralentissement économique provoqué par la covid-19 et les retombées de la guerre en Ukraine, le Ghana avait demandé en janvier 2023 la restructuration de la dette extérieure au titre du cadre commun du G20.

POINT-MARCHÉS

L'Europe termine dans le vert après les propos de Powell sur les taux

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, flirtant avec des plus hauts, tandis que le dollar se dépréciait après le discours de Jerome Powell lors duquel il a affirmé qu'il était temps de baisser les taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed).

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,70% à 7.577,04 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,77% et à Londres, le FTSE 100 a monté de 0,48%. L'indice EuroStoxx 50 a pris 0,47%, le FTSEurofirst 300 0,47% et le Stoxx 600 0,51%. Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré vendredi que le moment était venu pour la banque centrale américaine de réduire ses taux d'intérêt, citant les risques croissants pour le marché de l'emploi et alors que l'inflation est en passe d'atteindre l'objectif de 2%. "Ce qu'il suggère ici, c'est que si le marché du travail continue de s'affaiblir, nous envisageons une baisse des taux de 50 points de base en septembre au lieu de 25", a estimé Peter Cardillo, économiste en chef chez Spartan Capital Securities à New York. Les marchés ont pleinement intégré une baisse des taux américains de 25 points de base en septembre et en prévoient une aux trois réunions restantes de la Fed cette année, dont une baisse de 50 points de base. Sur les marchés obligataires, les perspectives d'une baisse des taux ont soutenu les bons du Trésor américain, les empêchant de perdre leurs gains accumulés début août alors que les investisseurs craignaient une récession aux

Etats-Unis. Après le discours de Jerome Powell, le rendement des obligations américaines à 10 ans a baissé de 5,7 points de base à 3,805%, contre 3,862% jeudi soir. Celui des obligations à 2 ans, qui évolue généralement en fonction des anticipations de taux d'intérêt, a baissé de 6,7 points de base à 3,9427%, contre 4,01% jeudi soir. En Europe, la dynamique est la même, le rendement des obligations d'État allemandes à 10 ans a reculé de 2,5 points de base à 2,219%. Il était en hausse de 1,5 point de base à 2,26% avant le discours.

Valeurs
BMW (+1,49%) a vendu pour la première fois davantage de voitures électriques que Tesla le mois dernier en Europe, selon le cabinet d'études de marché JATO Dynamics.

A Wall Street
Le S&P 500 a bondi près d'un plus haut historique établi en juillet après la déclaration de Jerome Powell. L'indice Dow Jones gagnait 0,92% à mi-séance, le Standard & Poor's 500, plus large, 0,84% et le Nasdaq Composite 1,11%.

La Bourse de Paris revient à l'équilibre sur l'année après le discours de Powell

La Bourse de Paris a progressé de 0,70% vendredi, contentée, comme le reste des marchés mondiaux, par les propos du président de la banque centrale américaine qui a confirmé qu'une baisse des taux américains est à prévoir en septembre. Le CAC 40, indice phare de la place parisienne, a progressé de 52,93 points, pour s'établir à 7.577,04 points. Il comble ainsi les lourdes pertes enregistrées début août qui avaient fait basculer sa performance annuelle dans le rouge. Désormais, l'indice affiche une petite hausse de 0,45%

depuis le début de l'année. Sur la semaine, le CAC 40 a progressé de 1,71%. A Wall Street, les indices ont temporairement progressé de plus de 1% avant de ralentir, et sur le marché obligataire les taux d'intérêt souverains baissent aux Etats-Unis. Le rendement des Bons du Trésor à deux ans, l'échéance la plus sensible aux anticipations de politique monétaire, passait de 4% jeudi à 3,93% vendredi vers 15H55 GMT. Le taux d'intérêt des emprunts de l'Etat français à dix ans s'établissait à 2,93% vers 16H20 GMT, contre 2,96% jeudi.

Changes
Le dollar s'est replié après la déclaration sur les taux d'intérêts américains. Il a reculé de 0,76% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro gagnait 1,15% à 1,1188 dollar.

Pétrole
Les prix du pétrole ont augmenté vendredi en raison d'un dollar plus faible mais devraient néanmoins terminer la semaine en baisse, la

faiblesse des chiffres de l'emploi aux Etats-Unis ayant suscité des inquiétudes sur la santé du premier consommateur mondial de pétrole, et la reprise des pourparlers de cessez-le-feu à Gaza ayant apaisé les inquiétudes sur l'approvisionnement. Le Brent prend 2,1% à 78,87 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 2,2% à 74,72 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Août 2024 Valeur : 26 Août 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.8353	133.8503
1	EUR	EURO 	148.6776	148.7478
1	GBP	POUND STERLING 	175.2230	175.3574
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.1350	92.1517
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.7589	18.7631
1	CHF	SWISS FRANC 	157.4163	157.4524
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	98.5750	98.5933
1	DKK	DANISH KRONE 	19.9715	19.9747
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.0934	13.0974
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.7178	12.7227
1	AED	UAE DIRHAM 	36.4336	36.4486
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.6666	35.6744
1	KWD	KUWAITI DINAR 	438.2295	438.4222
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.6513	44.0900
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.7462	13.7477
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.3412	27.4813
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3704	3.3809
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.0955	180.0955

APRÈS LES PROPOS DE POWELL SUR LES TAUX

Wall Street termine en forte hausse

La Bourse de New York a fini en nette hausse vendredi après le discours de Jerome Powell lors duquel il a affirmé qu'il était temps de baisser les taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed). Le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré vendredi que le moment était venu pour la banque centrale américaine de réduire ses

taux d'intérêt, citant les risques croissants pour le marché de l'emploi et alors que l'inflation est en passe d'atteindre l'objectif de 2%. L'indice Dow Jones a gagné 1,14%, ou 462,30 points, à 41.175,08 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 63,97 points, soit 1,15% à 5.634,61 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 258,44

points, soit 1,47% à 17.877,794 points. Les marchés ont pleinement intégré une baisse des taux américains de 25 points de base en septembre et en prévoient une aux trois réunions restantes de la Fed cette année, dont une baisse de 50 points de base. Les dernières statistiques américaines, notamment les demandes

hebdomadaires d'allocations chômage, ont soulagé les craintes d'une récession aux Etats-Unis, qui avaient secoué les marchés au début du mois. "La Fed se tourne clairement vers le camp accommodant et Powell a clairement indiqué que septembre marquerait le début de multiples baisses de taux à venir pour le reste de l'année", analyse Ryan

Detrick, chef stratège à Carson Group à Omaha dans le Nebraska. Aux valeurs, le spécialiste des ressources humaines Workday a grimpé de 12,5% après avoir fait état d'un bénéfice supérieur aux attentes au deuxième trimestre et annoncé un plan de rachat d'actions à hauteur d'un milliard de dollars.

APRÈS LE DISCOURS DE JEROME POWELL À JACKSON HOLE

Net rebond des marchés américains

Les marchés américains rebondissent nettement après le discours de Jerome Powell lors du symposium économique de Jackson Hole. Le patron de la Fed a déclaré que le moment était venu pour la banque centrale américaine de réduire ses taux d'intérêt en septembre. Il se dit "confiant dans un retour de l'infla-

tion à 2%" et explique que "l'objectif de la Fed est aussi d'éviter une forte hausse du chômage". Côté valeurs, Workday bondit après des solides résultats au deuxième trimestre. Vers 17h30, le Dow Jones gagne 0,91% à 41081 points et le Nasdaq avance de 1,20% à 17830 points. Workday (+10,31% à 255,37 dol-

lars) bondit à Wall Street au lendemain de la présentation de résultats meilleurs qu'attendus pour le deuxième trimestre de l'exercice 2024/2025. "Workday a réalisé un solide trimestre de croissance et d'expansion de sa marge opérationnelle, alors que les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs à travers le monde se tour-

nent de plus en plus vers Workday comme partenaire de confiance pour naviguer dans l'avenir du travail", a déclaré Carl Eschenbach, PDG du groupe. Les chiffres macroéconomiques 1,406 million de permis de construire ont été enregistrés en juillet en rythme annuel aux Etats-Unis. Le consensus visait 1,396

million, après 1,454 million en juin. Les ventes de logements neufs ont atteint 739000 en juillet en rythme annuel, ressortant au-dessus du consensus de 624000. Elles s'étaient élevées à 668000 en juin.

BAISSE DES TAUX

«Le temps est venu», confirme le patron de la Fed Jerome Powell

« Le temps est venu pour un ajustement de politique » monétaire, a déclaré ce vendredi le patron de la Fed, Jerome Powell, promettant que « la direction est claire ». Une déclaration qui est attendue par les acteurs économiques depuis plusieurs mois, et qui est plutôt saluée par les marchés américains.

Une déclaration très attendue, et ce, depuis de nombreux mois. Ce vendredi, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, a clairement ouvert la porte à une première baisse des taux lors de la prochaine réunion de l'institution, prévue les 17 et 18 septembre, quelques semaines avant la tenue des élections présidentielles américaines du 5 novembre.

« Le temps est venu pour un ajustement de politique » monétaire, a bien affirmé Jerome Powell. Le président de la banque centrale, qui s'exprimait lors de son traditionnel discours à Jackson Hole (Wyoming), assure que sa « confiance a augmenté quant au fait que l'inflation est sur un sentier durable de retour à 2% », la cible fixée par le mandat de la Fed.

« La direction à prendre est claire, le rythme des baisses de taux dépendra des données à venir, de l'évolution des perspectives et de l'équilibre des risques », entre maintien du plein emploi et contrôle de l'inflation, a aussi précisé Jerome Powell.

Quelques minutes après les débuts de l'allocation du patron de la Fed, les marchés financiers exprimaient une forme de soulagement. C'était tout particulièrement le cas de la Bourse de New York qui évoluait en hausse, juste après son ouverture ce vendredi.

Vers 16h15, heure de Paris, le Dow Jones ramassait ainsi 0,98%, le puissant indice technologique Nasdaq s'octroyait, lui, 1,64%. Quant à l'indice élargi S&P 500, il gagnait 1,18%. Les taux obligataires ont aussi immé-

diatement réagi positivement, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans tombant à 3,79%, contre 3,85% la veille en clôture.

En revanche, le dollar ne semblait pas s'inscrire dans la même tendance. Vers 16h20 à Paris, le billet vert tombait face à la livre, qui prenait 0,63% à 1,3174 dollar (après avoir touché 1,3200), son plus haut face au dollar depuis mars 2022. La devise américaine reculait également face à l'euro, qui montait de 0,39% à 1,1156 dollar.

La Bourse de Paris a progressé de 0,70%, pour finir à 7.577,04 points, comblant ainsi ses pertes de l'année. Londres a avancé de 0,48%, Francfort de 0,76% et Milan de 1,02%.

Plus de clarté désormais

Dans la foulée de l'annonce du président de la Fed, Bret Kenwell, analyste des marchés américains pour le courtier eToro, a souligné « la clarté » apportée par celui-ci « sur les réductions de taux » directeurs américains. Et d'ajouter : « M. Powell a reconnu la diminution des risques pour l'inflation et l'augmentation des risques pour l'emploi, déclarant qu'il était temps pour la Fed d'ajuster sa politique. »

Pour mémoire, les régulières prises de parole de patron de la Réserve fédérale américaine n'avaient jusqu'ici pas donné d'indication sur la possibilité d'une baisse des taux d'intérêt. Pourtant, les marchés attendaient ce mouvement au premier semestre 2024, avant que l'inflation américaine

persistante ne les amène à l'espérer pour septembre.

Bémol : pas d'indication sur l'ampleur de la future baisse des taux

L'analyste d'eToro pointe toutefois le fait que « certains investisseurs auraient pu espérer une certaine clarté quant à l'ampleur des baisses de taux ». Sur ce sujet stratégique, l'immense majorité des analystes, notamment celle de l'outil de suivi FedWatch, table sur une première baisse des taux de 0,25 point de pourcentage, puis des baisses régulières, lors des deux réunions suivantes avant la fin de l'année.

Autre facteur qui pousse en faveur de ce scénario : le Département du travail américain a revu mercredi fortement à la baisse le nombre d'emplois créés aux Etats-Unis en 2024 pour l'année fiscale, se terminant fin mars. 800.000 devraient finalement être créés, « ce qui en fait l'une des révisions les plus importantes de l'histoire », soulignait cette semaine auprès de l'AFP Bastien Drut, responsable de la stratégie et des études économiques de CPR AM.

Avant d'ajouter : « Cette faiblesse pourrait ouvrir la voie pour que la Fed baisse son taux directeur d'un demi-point en septembre. » Les opérateurs accordent désormais à ce scénario une probabilité de près de 40%, contre 3% seulement il y a un mois. Une réduction d'un demi-point trancherait avec le calibrage habituel des changements de taux, qui se font traditionnellement par quart de point.

GUERRE EN UKRAINE

L'industrie russe visée par de nouvelles sanctions américaines

Washington a annoncé, ce vendredi, une nouvelle série de sanctions visant 400 entités et individus, en Russie et dans d'autres pays, parmi lesquels une soixantaine d'entreprises technologiques de la défense, dont « les produits et services permettent à la Russie de soutenir son effort de guerre » en Ukraine. Les Etats-Unis ne veulent rien lâcher. Washington a indiqué, ce vendredi, prendre de nouvelles sanctions contre la Russie, alors que le pays est entré en guerre contre l'Ukraine en février 2022, et que le conflit s'enlise depuis. Annoncées par le Trésor, elles impliquent également les services du département du Commerce et du département d'Etat. « La Russie a mis son économie au service du complexe militaro-industriel du Kremlin. Les décisions du Trésor aujourd'hui visent à confirmer les engagements pris par le président (Joe) Biden et ses homologues du G7 pour perturber les chaînes d'approvisionnement de la Russie », a déclaré le secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo, cité dans un communiqué.

D'un point de vue opérationnel, les sanctions visent, en particulier, les entreprises technologiques impliquées dans « le soutien et le développement de l'industrie de défense russe », notamment celles participant au développement à la modernisation de son arsenal, mais aussi à « l'automatisation, la robotique, la surveillance en ligne, l'internet des objets et l'intelligence artificielle (IA) ». Ces sanctions ciblent également des entreprises impliquées dans le secteur financier et fournissant des logiciels et des solutions technologiques aux banques du pays. Il s'agit enfin de limiter un peu plus l'accès russe aux minéraux stratégiques et au secteur minier, en particulier pour le fer, l'acier et le charbon.

Le département d'Etat précise par ailleurs viser de son côté Arctic LNG-2, projet de terminal de gaz naturel liquéfié dont l'objectif annoncé est de produire près de 20 millions de tonnes par an, ainsi que celui prévu en Yakoutie, à l'extrême est de la Russie et dont la production espérée est de près de 18 millions de tonnes par an.

Des personnes visées vivent à l'extérieur de la Russie

Parmi les personnes visées, une centaine est basée hors de Russie, principalement en Chine, Turquie, Emirats arabes unis (EAU) et Suisse. Elles sont accusées d'aider la Russie et ses entreprises à contourner les sanctions déjà mises en place depuis le début du conflit en Ukraine. Par ailleurs, un certain nombre d'instituts de recherche en Russie sont concernés, notamment l'institut de recherche et de développement du ministère russe de la Défense.

Concrètement, ces sanctions entraînent le gel des avoirs détenus directement ou indirectement par les personnes et entreprises visées aux Etats-Unis ainsi que l'interdiction pour toute personne ou entreprise américaine de commercer avec les cibles de ces sanctions, au risque d'être à leur tour sanctionnés. Elles ferment également les portes des Etats-Unis à l'ensemble des personnes visées.

APRÈS TROIS INCENDIES SUR UN PÉTROLIER
Risque environnemental avéré en mer Rouge

Avec 150.000 tonnes de pétrole brut, le supertanker grecque, à la dérive, représente un réel danger pour l'environnement et pour la navigation. La mission de l'Union européenne en mer Rouge avait affirmé jeudi avoir évacué l'équipage du pétrolier.

Nouvel incident en mer Rouge. Trois incendies ont été signalés sur un pétrolier abandonné par son équipage qui avait été attaqué mercredi au large du Yémen par les rebelles houthis soutenus par l'Iran, a rapporté ce vendredi l'agence de sécurité maritime britannique UKMTO. L'origine de ces nouveaux incendies n'est pas claire et le navire « semble être à la dérive », a ajouté l'UKMTO.

L'UKMTO (United Kingdom Maritime Trade Operations), dirigée par la Royal Navy, a déclaré avoir « reçu un rapport indiquant que trois incendies ont été observés » sur le pétrolier grec « Sounion », qui avait été touché par trois projectiles à l'ouest du port de Hodeida, dans l'ouest du Yémen.

Le pétrolier, qui appartient à la société Delta Tankers, disposant de locaux à Athènes, avait perdu sa force de propulsion et était ancré en mer Rouge, entre l'Erythrée et le Yémen, à la suite de l'attaque revendiquée par les Houthis qui avait, dans un premier temps, temporairement provoquer un incendie à bord, et endommagé le compartiment moteur.

La mission de l'Union européenne en mer Rouge (Apsides) avait affirmé jeudi avoir évacué l'équipage du pétrolier. Le navire comptait à son bord 25 membres d'équipage, deux Russes et 23 Philippins, d'après le ministère grec de la Marine marchande.

Avec 150 000 tonnes de pétrole brut, le navire représente un danger pour la navigation et l'environnement, avait prévenu hier Aspides, appelant toutes les parties en présence à faire preuve de prudence.

De son côté, la société grecque Delta Tankers a déclaré que « des plans sont en place pour déplacer le navire vers une destination plus sûre où une évaluation complète (contrôles et réparations éventuelles) pourra être entreprise ».

La mer Rouge et le golfe d'Aden sont le théâtre depuis des mois d'attaques des rebelles yéménites qui s'en prennent aux navires qu'ils estiment liés à Israël, disant agir en solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza, plongée dans une guerre meurtrière entre Israël et le Hamas depuis plus de dix mois.

Les attaques des Houthis ont perturbé le trafic au large du Yémen, zone maritime essentielle pour le commerce mondial, poussant les Etats-Unis à mettre en place une coalition maritime internationale et à frapper des cibles rebelles au Yémen, parfois avec l'aide du Royaume-Uni.

Un second restylage en approche pour le Volvo XC90

Le Volvo XC90 va bénéficier d'un second restylage. Le SUV thermique va donc continuer sa carrière aux côtés de son homologue électrique nommé EX90. La présentation est prévue le 4 septembre.

En non, le Volvo EX90 ne va pas enterrer le XC90. En effet, le SUV thermique n'a pas encore dit son dernier mot, puisqu'il va bientôt profiter d'un nouveau restylage. Un revirement de situation pour le constructeur suédois pourtant très confiant dans sa stratégie d'électrification, qui visait comme de nombreuses autres marques une gamme 100% électrique d'ici 2030. Mais le marché actuel fait davantage la part belle à l'hybride et non pas à l'électrique. Et si le grand SUV suédois ne court pas les rues chez nous, il a quand même séduit 1 million d'acheteurs dans le monde en dix ans...

Un clone du modèle électrique ?

Lancée en 2014, la seconde génération du XC90 en sera donc à son deuxième restylage, le dernier datant de 2019. À en voir les images, on pourrait imaginer que ce



nouveau coup de crayon rapprocherait le SUV thermique de son homologue électrique sur le plan stylistique, avec des pro-

jecteurs à l'avant en forme de "T" façon marteau de Thor. Côté moteur, on devrait retrouver de l'hybride rechargeable. Pour

mémoire, le grand SUV revendique une puissance de 455 ch et peut parcourir jusqu'à 73 km en mode 100% électrique (selon le cycle WLTP) grâce à une batterie de 19 kWh.

Réponse imminente

Le Volvo XC90 restylé sera présenté le 4 septembre, à l'occasion de ce que le constructeur suédois a appelé le "90/90 Day". En plus de cette présentation, Volvo a promis que cette journée "marquera un moment important dans le lancement de l'EX90 [...] avec une surprise ou deux". Il faut dire que la commercialisation du SUV électrique a débuté sous le feu des projecteurs, puisque de nombreuses fonctionnalités technologiques seraient manquantes lors de la livraison et arriveraient plus tard par une mise à jour à distance. Peut-être Volvo a-t-il rattrapé son retard ? Réponse dans moins de deux semaines.

Le prochain MG ZS Hybrid ne jouera pas la carte d'un style osé

Les lignes du SUV urbain de la marque chinoise se font de plus en plus précises. Visiblement, la prise de risque esthétique est limitée. La nouvelle génération du MG ZS sera dévoilée officiellement d'ici quelques semaines. Il semble qu'il trépigne d'impatience puisque de nouvelles images montrent dans les grandes lignes à quoi il ressemblera. Contrairement à la MG4 qui présente un style agrémenté par quelques éléments forts en style comme le becquet de toit ou encore les coloris choisis, le prochain Zs compte rester sage. Il ne cède pas à la mode des

SUV coupés puisque son pavillon est plutôt horizontal et la découpe des vitres latérales est classique. À l'arrière, les optiques ne font pas non plus dans la fantaisie. Seule sa face avant est expressive avec une large calandre agressive, proche de celle de la dernière MG3, et une partie haute qui rappelle quelque peu la Lexus LBX.

Un moteur hybride connu

Les similitudes avec la berline citadine ne s'arrêtent pas là puisqu'il accueillera très certainement le même ensemble motopropulseur hybride. Il s'agit en



l'occurrence d'un bloc thermique 1.5 de 102 ch couplé à un moteur électrique de 136 ch dont l'ensemble développe une puissance confortable de 195 ch. La batterie cumule 1,83 kWh de capacité brute et la transmission est assurée par une boîte automatique à trois rapports. Sous le capot de la MG3, l'ensemble assure des belles performances couplées à des consommations raisonnables. Voilà qui est de bon augure pour ce SUV. L'intérieur de ce ZS est encore inconnu, mais de nouvelles images apparaîtront peut-être avant sa présentation...

La situation devient tendue entre l'Italie et Stellantis

Le gouvernement italien attend désormais des garanties de Stellantis sur la production de certains modèles, alors que l'État a aidé le géant automobile.

Lors d'une rencontre à Rimini autour des produits fabriqués en Italie, le ministre des Entreprises n'a pas mâché ses mots sur ce qu'il attendait de Stellantis. S'agissant du groupe qui détient quasiment toute l'automobile italienne en dehors de Ferrari et Lamborghini, le gouvernement italien est évidemment très attentif à la cuisine interne et notamment aux différents projets sociaux qui pourraient menacer l'outil industriel italien, fortement dépendant de l'automobile. Car il ne s'agit pas uniquement d'usines produisant des voitures, nous parlons aussi d'équipementiers et d'innombrables sous-traitants qui dépendent de ce secteur. Et le gouvernement italien ne cache plus son impatience. Il attend des garanties de Stellantis, alors que l'Italie a déjà assoupli la norme Euro 7 pour aider le groupe.



Stellantis et l'Italie, relation compliquée

Dans le viseur d'Adolfo Urso et de l'exécutif italien, le nouveau partenariat entre Stellantis et Leapmotors pour produire des voitures chinoises en Italie. Un "cheval de Troie" qui ne

plaît guère aux Italiens, alors que la volonté est plutôt de protéger l'industrie nationale. C'est d'ailleurs ce qui avait amené l'Italie à pester contre le nom "Milano" pour le nouveau crossover d'Alfa Romeo et contre le drapeau italien sur la Fiat Topolino qui est produite au Maroc.

Les points de tension portent notamment sur la promesse de Stellantis de produire un million de voitures par an en Italie à court terme. Selon le ministre, le groupe n'y serait pas. "Il appartient à Stellantis de relancer le secteur automobile en Italie, et nous attendons une réponse depuis trop

longtemps. Le gouvernement a fait sa part, Stellantis ne l'a pas faite." L'autre source de conflit concerne la fameuse Gigafactory de batteries dans l'usine de Termoli, où sont actuellement produits plusieurs moteurs du groupe. Le site devrait produire les 500 hybrides en plus de l'actuelle Panda, qui poursuit sa carrière aux côtés de la nouvelle Grande Panda, et du Tonale. "Le groupe Stellantis doit nous dire s'il prévoit vraiment de produire la cinquième voiture à Melfi, s'il a vraiment l'intention d'investir à Pomigliano, s'il suivra les plans à Cassino et s'ils fabriqueront la 500 hybride à Mirafiori", rajoute le ministre. Mais cela pourrait ne pas suffire pour assurer l'avenir du site. Stellantis avait donc décidé il y a presque deux ans de convertir l'usine en fabrication de batteries, mais avec le ralentissement de la demande actuelle pour les électriques, la co-entreprise ACC (dont fait partie Stellantis) freine sur ses investissements.

Google Cloud Run assure désormais l'inférence IA sur les GPU Nvidia

Le service Google Cloud Run, actuellement en avant-première, permettra aux entreprises d'exécuter leurs applications d'inférence IA en temps réel en utilisant de grands modèles de langage sur les GPU L4 de Nvidia à l'intérieur d'un service de type serverless.

Google Cloud Run a mis à jour son service de calcul géré Cloud Run avec une fonctionnalité qui permettra aux entreprises d'exécuter leurs applications d'inférence IA en temps réel utilisant de grands modèles de langage (LLM) sur les GPU L4 de Nvidia. Cette fonctionnalité est importante pour les développeurs, car la prise en charge des GPU Nvidia améliorera les capacités de Cloud Run en accélérant le temps de calcul nécessaire à l'inférence et en contribuant à réduire les dépenses. Cloud Run, qui a été présenté pour la première fois en avril 2019, propose aux entreprises d'exécuter des conteneurs sans état qui sont invocables via des requêtes HTTP. Le service de calcul géré ou serverless est également disponible sur Google Kubernetes Engine (GKE), permettant aux développeurs d'exécuter des charges de travail HTTP conteneurisées sur un cluster Kubernetes géré. On peut dire que le service est populaire chez les développeurs, car il exécute des calculs ou des charges de travail à la demande - ce qui contraste fortement avec une instance cloud typique qui fonctionne pendant une durée spécifique et qui est toujours disponible. Cependant, la demande croissante pour la possibilité d'exécuter des charges de travail liées à l'IA, qui plus est via un service de calcul sans serveur, a contraint Google à ajouter la prise en charge du GPU à Cloud Run. Selon les analystes, la combinaison de la prise en charge des GPU et de la nature serverless du service devrait profiter aux en-

treprises qui tentent d'exécuter des charges de travail d'IA, car avec Cloud Run, elles n'ont pas besoin d'acheter et de mobiliser des ressources de calcul matérielles sur site et ne dépensent pas relativement plus en faisant tourner une instance cloud typique. « Lorsque votre application n'est pas utilisée, le service est automatiquement réduit à zéro afin que vous ne soyez pas facturé », a écrit Google dans un billet de blog. L'hyperscaler affirme que cette fonctionnalité ouvre de nouveaux cas d'utilisation pour les développeurs, notamment l'inférence en temps réel avec des modèles ouverts légers tels que les modèles ouverts Gemma (2B/7B) de Google ou Llama 3 (8B) de Meta pour créer des chatbots personnalisés ou résumer des documents à la volée, tout en s'adaptant pour gérer un trafic d'utilisateurs irrégulier. Un autre cas d'utilisation consiste à servir des modèles d'IA génériques personnalisés, tels que la génération d'images adaptées à la marque de votre entreprise, et à réduire l'échelle pour optimiser les coûts lorsque personne ne les utilise. En outre, Google a déclaré que le service pouvait être utilisé pour accélérer les services Cloud Run à forte intensité de calcul, tels que la reconnaissance d'images à la demande, le transcodage et le streaming vidéo, et le rendu 3D.

Quelles sont les limites ?

Pour commencer, les entreprises peuvent s'inquiéter du démarrage à froid - un phénomène courant avec les services

serverless. Le démarrage à froid fait référence au temps nécessaire pour que le service se charge avant de s'exécuter activement. Ce point est important pour les entreprises, car il a une relation et un effet directs avec la latence. Par exemple, le temps nécessaire au LLM pour répondre à une requête d'un utilisateur via une application d'entreprise. Toutefois, Google semble avoir pris les choses en main. « Les instances Cloud Run dotées d'un GPU L4 avec pilote préinstallé démarrent en 5 secondes environ, après quoi les processus s'exécutant dans votre conteneur peuvent commencer à utiliser le GPU. Ensuite, vous aurez besoin de quelques secondes supplémentaires pour que le cadre et le modèle se chargent et s'initialisent », explique l'entreprise dans son billet de blog. En outre, pour renforcer la confiance des entreprises dans cette fonctionnalité de Cloud Run, l'hyperscaler a indiqué les temps de démarrage à froid de plusieurs modèles légers. Les temps de démarrage à froid pour les modèles Gemma 2b, Gemma2 9b, Llama2 7b/13b, et Llama3.1 8b avec le framework Ollama, vont de 11 à 35 secondes, écrit le fournisseur, ajoutant que la durée fournie mesure le temps nécessaire pour démarrer une instance à partir de 0, charger le modèle dans le GPU, et pour que le LLM renvoie son premier mot. Les autres frameworks pris en charge par le service sont vLLM et PyTorch. Cloud Run peut également être déployé via Nvidia NIM.

Apple se plie aux exigences européennes sur Safari et l'App Store

La firme de Cupertino a présenté en avant-première une mise à jour d'iOS et d'iPadOS pour se conformer aux exigences du DMA (digital market act) européen. Apple proposera ainsi aux utilisateurs de choisir le navigateur ou des apps par défaut et de supprimer certains services dont l'App Store.

Petite révolution au sein de l'écosystème très encadré d'Apple. En effet, la firme de Cupertino a annoncé des changements au sein d'iOS et d'iPadOS pour les utilisateurs européens. Dans une page dédiée aux développeurs, elle a indiqué que d'ici la fin de cette année (sans fixer de date exacte) ses systèmes d'exploitation mobile autoriseront le choix du navigateur, des apps par défaut et la suppression de certains services dont l'App Store. Ces changements sont imposés par le DMA (Digital Market Act) européen, un texte qui prévoit des exigences spécifiques pour les entreprises classées comme puissantes (gatekeepers) par l'UE. Apple entre dans cette catégorie pour plusieurs de ses solutions : iOS, App Store ou encore Safari. En vertu du DMA, les entreprises désignées doivent proposer aux utilisateurs de désinstaller facilement les applications préchargées sur le terminal mobile. L'objectif est de déverrouiller les écosystèmes fermés, renforcer la concurrence et réduire les pratiques anti-concurrentielles. Le changement le plus radical et symbolique est la possibilité de supprimer « les applications App Store, Messages, Camera, Photos et Safari ». Apple ne donne pas plus de détail sur cette modification mais précise que « les applications réglages et téléphone ne pourront pas être supprimées ». Les utilisateurs vont donc pouvoir se tourner vers des magasins applicatifs tiers. En avril dernier, Apple avait validé AltStore PAL comme App Store tiers ou récemment Epic Games Store (éditeur de Fortnite). Reste que les conditions (notamment financières) fixées par Apple pour distribuer des applications hors de son App Store inquiètent la Commission européenne qui a ouvert une enquête.

Choix du navigateur et apps par défaut

Une autre évolution présentée par Apple est le choix du navigateur en proposant à l'utilisateur des alternatives à Safari (initialement par défaut). Cette possibilité a été présentée aux développeurs en mars dernier avec une première interface répertoriant jusqu'à 11 navigateurs concurrents. Apple a peaufiné cette interface qui ne sera afficher qu'une fois par terminal plutôt que par utilisateur. Si ce dernier change de terminal, il devra sélectionner un nouveau navigateur par défaut. Les développeurs pourront accéder à davantage de données via une API sur la manière dont les utilisateurs se servent des applications via l'interface du choix de navigateur.

Le dernier changement réside dans les paramètres où une section Apps par défaut arrive dans iOS et iPadOS. Il sera possible de définir des paramètres par défaut pour la composition de numéros de téléphone, l'envoi de messages, la traduction de textes, la navigation, la gestion des mots de passe, les claviers et les filtres anti-spam. Apple avait déjà autorisé quelques changements de réglages par défaut de l'App Store, du navigateur, du client de messagerie et des applications de paiement sans contact.

Brèves

Des cyberpirates exploitent une faille zero day dans les switches Cisco

La vulnérabilité CVE-2024-2039 dans le logiciel NX-OS, qui a été identifiée par la société de cybersécurité Sygnia au cours d'une enquête judiciaire et rapidement signalée à Cisco, est déjà activement exploitée par le groupe chinois Velvet Ant pour déployer des logiciels malveillants personnalisés sur des commutateurs de l'équipementier. La faille, qui a un score CVSS de 6.0, permet à un attaquant local authentifié disposant de privilèges d'administrateur d'exécuter des commandes arbitraires en tant que root sur le système d'exploitation sous-jacent des appareils concernés. La vulnérabilité affecte les switches Cisco MDS 9000, Nexus 3000, 5500, 5600,

6000, 7000 et 9000. Des mises à jour à tester et appliquer rapidement ont été publiées par la firme de San José.

Microsoft lorgne sur les Hauts-de-France pour ses datacenters

Selon la Voix du Nord, la firme de Redmond envisage d'installer trois datacenters dans le Nord et le Pas de Calais. Des terrains auraient déjà été reconnus, un au sud de Dunkerque, un autre à Veille-Eglise qui se situe à quelques kilomètres de la centrale nucléaire de Gravelines et le dernier à Zouafques, un village près de Saint-Omer. Les discussions avec les élus ont débuté et certaines datent même depuis 2 ans. A l'occasion du sommet Choose France à Paris, Microsoft avait annoncé un investissement de 4 Md€ pour le

développement de ses datacenters.

Encore une faille critique dans Chrome

C'est la neuvième fois que Google corrige en urgence son navigateur après la découverte d'une faille zero day. Identifiée comme CVE-2024-7971, cette vulnérabilité de type confusion dans le moteur JavaScript V8 a été activement exploitée. Le problème a été découvert par le Threat Intelligence Center et le Security Response Center de Microsoft le mois dernier, mais aucune des deux sociétés n'explique exactement comment l'exploit est mis en œuvre. La mise à jour de Chrome comprend également sept autres correctifs considérés comme hautement prioritaires, ainsi que treize autres de priorité moyenne ou faible.

Mots fléchés

Ils ne sont pas les payeurs		Père de Jason		Eléments reproducteurs des végétaux		Première page		Uniformisation		Malchance		Barbe de Jupiter	
Tristesses		Empêcher d'agir				Chanteuse française (Olympe)				Germandrée		Regras mélancolique	
Pour nouveau				Chute des bois des services				Coucou					
Catastrophe naturelle				Outil pour les bourreliers				Argon					
								Femelle d'un équidé					
								Souffrant					
Conjonction de coordination				Reptile saurien						Petite sainte			
Grosses boîtes				Adverbe de quantité						Prénom de Ferré			
						Planisphère		Hasard favorable ou défavorable					Terrain aménagé pour le sport
Préfecture de l'Aisne					Boisson fermentée							Initiales de lato sensu (au sens large)	
Uni par un accord												Adverbe de lieu	
					Astate			Au pied c'est un orteil					
								Pieu pour un supplice					
Un allemand				Enduit						Maliko Lingé y travaille de temps en temps			
Langue slave				Eminents						Nid d'espions de la RDA			
					Terre entourée d'eau			Place quelqu'un sur une chaise					
								Note de musique					
Note de musique				Produit sucré								Vieille armée	Issues de
Etat du peuple juif				Le premier 'Kohen Gadol' des hébreux									
						Habitante d'une préfecture normande		Grosse mouche					Attente
								Percerette					
Petit de la chèvre	Surfaces agraires	Plante de la famille des palmiers						Fixée					
		Brandes											
					Habiles								
Excrément													
Basanée								Indium				Sur une plaque espagnole	
												Distance chinoise	
						Grand fleuve africain				Aluminium			Déambula
						Bois odoriférant				Il définit et régit les règles du rugby à XV			
Célèbre psychiatre français				Devant le commissaire				Fin policière					
Il est à l'origine d'une des 12 tribus d'Israël				Antonio Cher éthiopien				Possessif					
					Rayon lumineux					Possédés		Soleil divin	
												Système de freinage	
S'incliné	Examine de nouveau							Ancienne province française					
	Baryum							Erbium					
					Crochet de boucher					Versant exposé au nord			
Ville de la région Ombrie en Italie								Pays à cheval entre l'Asie et l'Europe					

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

14 décès et 517 blessés en 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 517 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilaya du pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif et Béjaïa, avec 2 morts dans chaque wilaya, précise la même source. D'autre part, le dispositif de surveillance des plages à procédé à 2820 interventions pour le sauvetage de 2213 personnes de noyade. 457 personnes ont été prises en charge sur les lieux, 145 personnes évacuées vers les hôpitaux, précise le communiqué qui déplore la mort de 6 personnes noyées en mer et une autre au niveau d'une réserve d'eau. En outre, le dispositif de lutte contre les incendies de forêts, maquis et récoltes à procédé durant la même période, à l'extinction de 63 incendies à travers plusieurs wilayas.



RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LA TICAD À TOKYO

L'ambassadeur sahraoui agressé par la délégation marocaine

L'ambassadeur de la République sahraouie auprès de l'Union africaine (UA), Lamine Aba Ali, a été agressé, vendredi, par un membre de la délégation marocaine participant à la réunion des experts préparatoire au sommet de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). "Cet acte n'était pas simplement une réaction individuelle d'un membre de la délégation marocaine, mais reflète plutôt son échec dans la mission qui semble lui avoir été confiée", notamment après "avoir proféré des insultes à l'encontre de l'ambassadeur sahraoui et des diplomates africains qui se sont interposés pour le protéger", précise la même source. L'agence a rapporté, citant une source diplomatique sahraouie en réaction à cet acte, que "ce qui s'est passé a révélé l'échec du régime d'occupation marocain à empêcher la délégation sahraouie de participer au sommet de la TICAD", et ce après que "l'Etat hôte a respecté la volonté de l'UA qui refuse toute forme d'exclusion de ses membres dans de telles réunions". Le diplomate sahraoui a qualifié cet acte "de comportement de voyous de la part des diplomates marocains", car il s'agit là "d'une preuve manifeste de leur échec et de leur fuite en avant face à la lutte juste du peuple sahraoui et à la présence de la République sahraouie aux côtés de l'occupant marocain dans de tels fora internationaux, en dépit de toutes les tentatives désespérées du Makhzen pour faire obstacle". L'Agence SPS rappelle, à ce propos, que "ce n'est pas la première fois que les diplomates marocains enfreignent les us et les protocoles diplomatiques".

NOUVEAU MINISTRE IRANIEN DES AE

L'Iran reprendra les négociations sur la levée des sanctions

Le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a déclaré qu'il n'y aurait "ni hâte ni retard inutile" en ce qui concerne les pourparlers concernant les sanctions imposées par l'Occident contre Téhéran, ont rapporté samedi des médias. Evoquant la question diplomatique lors d'un bref échange avec des journalistes internationaux, M. Araghchi a affirmé que "dans l'interaction et les relations avec le monde, les pays voisins et les Etats de l'Eurasie constituent notre priorité". Le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères a souligné qu'il n'y aurait "ni hâte ni retard inutile dans les pourparlers concernant les sanctions". "Nous poursuivons les négociations liées à la levée des sanctions", a ajouté Abbas Araghchi. Lors d'une interview accordée à l'agence de presse japonaise Kyodo, Abbas Araghchi avait dit vendredi que "le ministère iranien des Affaires étrangères agira dans la nouvelle ère pour gérer les tensions avec Washington et reconstruire les relations avec les pays européens – mais seulement si ces derniers abandonnent leurs approches hostiles".

IMPORTATION D'UN 2E LOT CONSIDÉRABLE DE VACCINS DNC DES BOVINS

Généralisation de la vaccination à partir de septembre prochain

Synthèse S R.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, jeudi dernier depuis Tipasa, l'importation d'un 2e lot « considérable » de vaccins contre la Dermatose nodulaire contagieuse (DNC) des bovins en vue de la généralisation de la vaccination à l'ensemble des wilayas à partir de septembre prochain. M. Cherfa a tenu à rassurer les éleveurs sur la disponibilité du stock stratégique de vaccins contre la DNC « en quantités suffisantes », notant que « l'action préventive se poursuit par l'importation d'un 2e lot considérable de vaccins pour élargir la vaccination à l'ensemble des wilayas, y compris celles n'ayant enregistré aucun cas de DNC de bovins ». Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, lundi, le lancement de l'opération de vaccination des bovins contre la DNC suite à l'acqui-

sition d'un premier lot de vaccins. « Le Gouvernement a entrepris toutes les dispositions nécessaires pour circonscrire la propagation de cette maladie jusqu'à son éradication définitive, pour protéger la ressource animale », a ajouté le ministre, soulignant que la DNC est une maladie virale affectant uniquement les bovins et non transmissible à l'humain. « Le stock stratégique de vaccins est suffisant pour toutes les wilayas », a-t-il rassuré.Par ailleurs, le ministre Cherfa a fait savoir que les résultats préliminaires de l'opération du Recensement général de l'agriculture (RGA) lancé en mai dernier, seront dévoilés à partir d'octobre prochain. Les résultats définitifs du RGA seront annoncés avant la fin de l'année en cours, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. « Les résultats du RGA permettront de développer le secteur suivant des indices fiables sur ses ressources et capacités », a-t-il précisé. Au cours de sa vi-

site à Tipasa, le ministre a procédé, en compagnie du wali Aboubakr Seddik Boucetta, à la pose de la 1ère pierre pour la réalisation de deux (2) centres de proximité de stockage de céréales et de légumes secs. Il a rappelé, à l'occasion, la mise au point d'un programme portant réalisation de 350 centres similaires à travers le pays, dont 224 ont été déjà lancés en travaux. « Ce programme ambitieux, actuellement en cours de mise en œuvre grâce aux efforts des walis de la République qui ont assuré la levée de tous les obstacles entravant l'affectation des assiettes foncières, s'inscrit dans le cadre du programme du Président de la République visant l'accompagnement du plan national des cultures stratégiques, prévoyant, entre autres, la réalisation de ce type de structures destinées à renforcer les capacités de stockage du pays, dès leur réception programmée à partir de février 2025 », a encore détaillé Cherfa.

MONNAIES

Le dollar sapé par la Fed

Le dollar accusait le coup vendredi, après le signal donné par le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) d'un assouplissement monétaire imminent, au terme de longues semaines de spéculations. Vers 19H45 GMT, le billet vert abandonnait 0,87% face à la devise britannique, à 1,3207 dollar pour une livre sterling. Plus tôt, il s'était retranché jusqu'à 1,3230 dollar, une première depuis quasiment deux ans et demi. Déjà fragilisé depuis

début août, le "buck" - l'un des sur-noms du dollar -, a flanché encore un peu plus vendredi, après le discours du président de la Fed, Jerome Powell, selon lequel "le temps d'un ajustement de politique monétaire est venu". "Le rythme des baisses de taux dépendra des données à venir, de l'évolution des perspectives et de l'équilibre des risques", entre inflation et détérioration du marché de l'emploi, a précisé le responsable, qui s'exprimait lors du symposium de Jack-

son Hole (Wyoming). A la différence de la Banque centrale européenne (BCE), qui ne doit se préoccuper que de l'inflation, le mandat de la Fed concerne la stabilité des prix et aussi le plein emploi. La plupart des grandes banques centrales effectuent traditionnellement leurs changements de taux par paliers d'un quart de point de pourcentage. Aller au delà répond souvent à une évolution macroéconomique importante, qui serait, en l'occurrence, une dété-

rioration marquée du marché du travail. Après l'allocation de Jerome Powell, la probabilité attribuée par les opérateurs à une baisse d'un demi-point lors de la réunion des 17 et 18 septembre est montée au-delà de 40%, contre 4% seulement il y a encore un mois. Le dollar approchait vendredi ses plus bas de l'année face au dollar australien, au rand sud-africain ou au franc suisse.

INONDATIONS

Le Mali déclare l'état de catastrophe nationale

Le gouvernement de transition malien a décrété "l'état de catastrophe nationale" sur l'ensemble du territoire national à la suite des inondations provoquées par les fortes pluies survenues ces derniers jours dans le pays, a indiqué vendredi le gouvernement dans un com-

muniqué. Selon le communiqué, depuis le début de la saison des pluies (en juin), quelque 7.077 ménages à travers le pays ont été touchés par les inondations, laissant 47.374 personnes déplacées ou sinistrées. Selon un décret pris à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, le

président de transition a décidé de mettre à la disposition du gouvernement une enveloppe de 4 milliards de francs CFA, (environ 6,8 millions de dollars) pour faire face à cette "catastrophe naturelle". L'état de catastrophe nationale est "une décision très importante" qui per-

met de "mobiliser tous les moyens de l'Etat dans le cadre de l'assistance et de la protection de toutes les personnes qui font face aux différentes catastrophes", a expliqué à la presse le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Daoud Aly Mohammedine.

OUM EL BOUAGHI

Plusieurs projets de développement réalisés dans la zone de Gourai

Plusieurs projets de développement ont été réalisés au profit de la zone de Gourai, dans la commune d'Ain Zitoun (Oum El Bouaghi), contribuant à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Hakim Khemissi. Les projets concrétisés dans cette zone située à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de la commune d'Ain Zitoun, au titre du programme de développement des zones d'ombre, ont porté sur le raccordement

aux réseaux du gaz naturel et de l'électricité, l'ouverture de pistes rurales sur 5 km, la construction d'un réservoir d'eau de 100 m3 et la réalisation de 3 dépôts de gaz propane au profit de 18 foyers, a précisé le même élu à l'APS. Plusieurs autres projets ont été réalisés dans le même cadre au bénéfice des habitants de Gourai, dont l'extension du réseau de distribution de l'électricité, la mise en place de l'éclairage public et autres actions d'aménagement, a encore fait savoir M. Khemissi, soulignant que d'autres opérations seront

inscrites dans l'avenir au profit de cette région, à l'instar d'autres zones d'ombre de la commune d'Ain Zitoun. Le président de l'APC a également fait savoir que cette collectivité comprend, en tout, 22 zones d'ombre qui ont toutes bénéficié de plusieurs projets de développement, moyennant un financement de l'ordre de 200 millions de dinars puisés de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, des plans communaux de développement (PCD) et du budget de la wilaya.